



Pour un changement à hauteur de nos ambitions

Le Luxembourg à l'horizon 2030 :

Des défis, une ambition...et des solutions !

Dossier à l'intention des partis politiques dans le cadre des élections législatives anticipées du 20 octobre 2013 - Partie A

Luxembourg, le 29 juillet 2013

Dossier préparé par l'initiative 2030.lu - Ambition pour le futur

E-mail : info@2030.lu
Téléphone : 8002-2323

Table des matières

1. « 2030.lu - Ambition pour le futur » : une initiative ouverte.....	6
1.1. Une démarche inclusive	6
1.1.1. Soutenue par la Chambre de Commerce	6
1.2. Aperçu des événements organisé par « 2030.lu - Ambition pour le futur »	7
1.2.1. Conférence de presse de lancement	7
1.2.2. Conférence de lancement	7
1.2.3. Ateliers thématiques.....	7
2. Les défis	10
2.1. Le Luxembourg aujourd'hui	10
2.1.1. Un fondement solide pour un avenir prospère	10
2.1.2. Mais d'où vient cette prospérité?	12
2.1.3. Faire preuve de réalisme.....	12
2.1.4. Résorber le déficit budgétaire.....	14
2.1.5. Préserver notre environnement pour l'avenir	14
2.2. Diagnostic de la situation actuelle	16
2.2.1. L'un des niveaux de vie actuellement le plus élevé au monde, avec une empreinte écologique importante a la clé	16
2.2.2. Pauvreté au cœur de l'abondance.....	16
2.2.3. Le manque de logements à prix abordables.....	18
2.2.4. Sécurité urbaine, avec un faible taux de criminalité	19
2.2.5. Faible densité de la population	19
2.2.6. Empreinte écologique élevée	19
2.2.7. Diversité culturelle et défis de gouvernance	21
2.2.8. Accès à la nationalité luxembourgeoise.....	23
2.2.9. Système éducatif perfectible	24
2.2.10. Exclusion du marché du travail et chômage.....	26
2.2.11. Excellent système de soins de santé	28
2.2.12. Régime de retraite généreux	28
2.2.13. Situation financière toujours bonne, mais déséquilibre budgétaire croissant	29
2.2.14. Défis en matière d'innovation et d'entrepreneuriat	31
2.2.15. Concentration de la productivité dans le secteur financier	31
3. Le Luxembourg en 2030 : misons sur notre potentiel interne !	33
3.1. Note préliminaire au lecteur.....	33

3.2.	Le Luxembourg à la croisée de chemins.....	33
3.3.	Utilisons les ressources et les forces du pays en faisant un peu mieux <i>partout</i> !	34
3.4.	La productivité, principal moteur de la croissance	38
3.4.1.	<i>Un doublement de la productivité : utopie ou hypothèse de travail réaliste ?</i> ...	38
3.4.2.	<i>Stimuler la productivité dans tous les secteurs</i>	39
3.5.	Création d'emplois et développement sectoriel	42
3.5.1.	<i>75.000 nouveaux emplois d'ici 2030</i>	42
3.5.2.	<i>Poursuite de la diversification du secteur financier</i>	43
3.5.3.	<i>Rationalisation de la croissance dans d'autres secteurs</i>	43
3.5.4.	<i>Poursuite de la diversification économique</i>	43
3.6.	Développement du marché du travail	45
3.6.1.	<i>Introduction</i>	45
3.6.2.	<i>Encourager l'inclusion sur le marché de l'emploi</i>	46
3.7.	Evolution démographique et besoins en infrastructures	46
3.8.	Sécurité sociale et transferts sociaux	47
3.9.	Prudence budgétaire	48
3.9.1.	<i>Un excédent de 1% pour rétablir l'équité intergénérationnelle</i>	48
3.9.2.	<i>Une contribution individuelle au rétablissement somme toute modérée</i>	48
3.9.3.	<i>Optimisation des investissements publics</i>	49
3.9.4.	<i>Sécurisation des recettes</i>	49
3.9.5.	<i>Prudence et prévisibilité des décisions en matière d'imposition</i>	49
3.9.6.	<i>Création d'un fonds souverain pour les jours moins fastes</i>	50
3.9.7.	<i>Les attitudes face au changement</i>	50
	Annexe - Les attitudes face au changement : le Luxembourg est prêt !	52
1.	Contexte	52
2.	Méthodologie	52
3.	Besoin de changement présumé	53
4.	Ampleur du changement dans différentes politiques sectorielles	54
5.	Sentiments induits par les revendications au changement	58
6.	Changements et sacrifices	59
7.	Perception des responsables politiques face aux futurs défis	61
8.	Conclusions	62

Sommaire des graphiques

Graphique 1: Croissance réelle du PIB (moyennes quinquennales)	13
Graphique 2: Perception de la situation socio-économique (en %)	14
Graphique 3: Corrélation entre la pauvreté et les transferts sociaux.....	17
Graphique 4: Taux de risque de pauvreté (%) après transferts sociaux, selon le niveau d'éducation atteint, 2010-2011	17
Graphique 5: Déchets municipaux par habitant	20
Graphique 6: Contribution des énergies renouvelables à l'offre d'énergie.....	20
Graphique 7: Composition de la population résidente luxembourgeoise (2012).....	21
Graphique 8: Les étrangers et les souhaits en matière de droits politiques	23
Graphique 9: Comparaison internationale des résultats des tests standardisés et des dépenses d'éducation par étudiant	25
Graphique 10: « Si j'avais le choix et si j'avais des enfants à scolariser, je les enverrais dans une école n'appliquant pas les programmes de l'Education nationale » (en %)	26
Graphique 11: Evolution du nombre de bénéficiaires du RMG, 1986-2011.....	27
Graphique 12: Evolution de l'âge moyen des bénéficiaires du RMG, 1986-2011.....	28
Graphique 13: Evolution du nombre de cotisants et de bénéficiaires au titre du système d'assurance pension	29
Graphique 14: Evolution de la dette publique	30
Graphique 15 : Contribution à l'emploi et à la valeur ajoutée brute de différents secteurs de l'économie luxembourgeoise	40
Graphique 16 : Contribution des gains de productivité et de la progression de l'emploi à la croissance économique (économie totale ; 2002 = 100).....	41
Graphique 17 : Besoin de changement présumé - aperçu général	53
Graphique 18 : Sentiment à l'égard de la nécessité du changement	58
Graphique 19 : Changements et sacrifices - aperçu général	60
Graphique 20 : Perception des responsables politiques face aux futurs défis - vue globale ..	61

Sommaire des tableaux

Tableau 1 : Intervalles de confiance en fonction de l'échantillon et de l'ambivalence des réponses (sondage)	52
Tableau 2 : Besoin de changement présumé - résultats désagregés.....	54
Tableau 3 : Ampleur du changement dans différents domaines - aperçu général.....	55
Tableau 4 : Juxtaposition des priorités d'avenir et des domaines appelant des changements profonds	56
Tableau 5 : Ampleur du changement dans différents domaines - résultats désagregés.....	56
Tableau 6 : Changements et sacrifices - résultats désagregés.....	60
Tableau 7 : Perception des responsables politiques face aux futurs défis - résultats désagregés	62

Sommaire des encadrés

Encadré 1: « 2030.lu - Ambition pour le futur » : Dates clés et statistiques.....	9
Encadré 2: Eclairage thématique – Sondage préliminaire	11
Encadré 3: Commentaire de M. Jean Lamesch	15
Encadré 4: Commentaire de M. Patrick Bousch	18
Encadré 5: Commentaire de Mme Pascale Junker	21
Encadré 6: Commentaire de Mme Nathalie Oberweis	24
Encadré 7: Commentaire de Prof. Dr. Rolf Tarrach	26
Encadré 8: Commentaire de Mme Marie-Christine Mariani	31
Encadré 9: Commentaire de M. Thibaut Britz	31
Encadré 10: La productivité – un concept tangible et à notre portée.....	36
Encadré 11 : Contribution des gains de productivité et de la progression de l'emploi à la croissance	40
Encadré 12: Commentaire de M. Nico Steinmetz	46

1. « 2030.lu - Ambition pour le futur » : une initiative ouverte

1.1. Une démarche inclusive

L'initiative « 2030.lu - Ambition pour le futur » est née de la volonté de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg d'offrir au grand public un espace de débat et d'échange sur les grands défis socio-économiques que devra surmonter le Luxembourg afin de conserver son rang, son attractivité et de préserver sa cohésion sociale. L'objectif principal de l'initiative 2030.lu était de dépasser les seuls diagnostics (partagés par quasiment tous) concernant les défis non résolus du pays et d'inviter le public à s'impliquer dans un large débat pour changer les choses, en s'attaquant aux grands défis qui se posent au Luxembourg pour les deux décennies à venir.

Afin d'avoir un impact le plus large possible et d'intéresser le plus grand nombre de personnes, l'initiative a multiplié les canaux *via* lesquels les citoyens qui se sentent concernés par l'avenir du Luxembourg peuvent soumettre leurs idées et contributions. Il s'agit notamment des conférences lancées par l'initiative, comme p.ex. les différents ateliers thématiques, et d'un portail web. Celui-ci regroupe le site Internet de l'initiative (www.2030.lu) à proprement parler, qui reprend les principales informations concernant l'initiative et la mise en ligne des différents événements, la page Facebook et la plateforme d'échange et de discussion (IdeaScale) où les idées concernant les défis d'avenir, articulés autour de 16 thèmes¹, peuvent être postées et débattues (<http://2030lu.ideascale.com>).

L'initiative 2030.lu se veut un grand débat citoyen et s'adresse à tous ceux qui s'intéressent au devenir du Luxembourg. Ainsi, hommes ou femmes, jeunes ou moins jeunes, Luxembourgeois ou étrangers, résidents ou frontaliers, entrepreneurs ou salariés, représentants du monde associatif ou caritatif sont invités à s'exprimer sans que leurs propos ne soient orientés, non considérés ou censurés. Il s'agit en conséquence d'une démarche ouverte, transparente, indépendante et inédite.

1.1.1. Soutenue par la Chambre de Commerce

L'animation du débat public fait partie des attributions de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg. « 2030.lu - Ambition pour le futur » s'inscrit dans la tradition de « facilitateur de débat » de cette Chambre professionnelle. Néanmoins, à travers cette initiative, la Chambre de Commerce n'aura fait que mettre à disposition un cadre, du personnel² et les outils nécessaires à la tenue et la réussite d'un débat citoyen. Les opinions et idées exprimées *via* cette initiative non partisane et transparente sont celles des citoyens ayant participé au débat et en aucun cas celles de la Chambre de Commerce.

¹ Les différents thèmes retenus sont ceux qui sur la base d'un sondage mené, auprès de la population résidente et des frontaliers, en amont du lancement de l'initiative 2030.lu ont été énoncés comme les principaux défis d'avenir pour le pays.

² M. Marc Wagener (coordinateur général de l'initiative) et M. Patrick Ernzer (responsable pour la communication de l'initiative) sont respectivement Conseiller en affaires économiques et Conseiller pour la communication auprès de la Chambre de Commerce.

1.2. Aperçu des événements organisé par « 2030.lu - Ambition pour le futur »

1.2.1. Conférence de presse de lancement

Sous le slogan « L'avenir nous concerne tous, alors discutons-en ! », l'initiative 2030.lu a été présentée pour la première fois au grand public à l'occasion d'une conférence de presse le 4 mars 2013. Il s'agissait d'ébaucher les grandes lignes de 2030.lu et d'inciter le public à participer aux débats à venir afin de trouver des solutions aux défis auxquels le Luxembourg est confronté.

1.2.2. Conférence de lancement

La conférence de lancement de l'initiative 2030.lu s'est tenue le 20 mars 2013 au « *Forum Geesseknäppchen* » devant quelque 500 personnes. Cette conférence, où les échanges furent vifs, aura été l'occasion de confronter la vision de 5 grands orateurs³ sur l'avenir du pays à celle d'un panel de jeunes - du Parlement des Jeunes du Luxembourg et de l'Association des Cercles d'Etudiants Luxembourgeois - qui leur a fait part de leurs aspirations et de leurs craintes.

Lors de cette conférence, a été passé en revue l'ensemble des défis centraux pour l'avenir du pays. Ainsi, les questions relatives à l'intensité de la recherche et de l'innovation au Luxembourg, au rythme d'évolution de la dépense publique, à l'intégration et à l'inclusion sociales, à la solidarité intergénérationnelle, à l'évolution des prix de l'immobilier, à l'empreinte écologique et à la consommation énergétique ont été abordées.

Lors de cette conférence de lancement, dont le but était de poser le cadre conceptuel des discussions à venir, les thèmes et défis d'avenir ont clairement émergé et surtout il a été rappelé que le Luxembourg ne manquait pas d'atouts ni de capital humain pour surmonter les défis et continuer d'être un endroit accueillant, attrayant, où il fait bon vivre.

1.2.3. Ateliers thématiques

Suite à la conférence de lancement du 20 mars 2013, 3 ateliers thématiques furent organisés sous la houlette de l'initiative 2030.lu afin de confronter les idées du grand public à ceux d'experts dans les différents domaines identifiés comme cruciaux pour l'avenir du pays. Ces ateliers, ouverts à tous, ont donné lieu à des débats animés et contradictoires. Ils se sont déroulés selon un schéma analogue, à savoir :

- Une introduction générale proposée par le coordinateur général de 2030.lu mettant en lumière quelques chiffres et faits marquants eu égard aux thématiques abordées ;
- présentation de « Visions pour le futur » par 4 à 5 experts qui proposaient, en dix minutes, des pistes de réflexion pour aborder / résoudre la problématique à l'horizon 2030 ;
- des vidéos portant sur des exemples étrangers et des meilleures pratiques pour remédier à un problème donné ;
- une discussion avec le public avec un accent mis sur le développement de différentes pistes de solutions ;
- une conclusion tirée par un personnage indépendant, secondé par un jeune (résumé et enseignements généraux à retirer).

³ Rolf Tarrach, Marie-Christine Mariani, Jean Lamesch, Nico Steinmtezt, Nathalie Oberweis.

1^{er} atelier : une société ouverte et tournée vers l'avenir

Le premier atelier, qui a réuni plus de 100 personnes au Cercle Cité, était consacré aux enjeux et aux défis à résoudre en matière d'éducation, d'innovation, d'entrepreneuriat, de solidarité et de vivre ensemble. Il aura été l'occasion, par le biais d'un débat entre experts⁴ et le public, d'évoquer des pistes de solutions dans les domaines susmentionnés et de voir émerger des réponses à différentes questions cruciales telles que :

- Comment allier société multiculturelle et spécificités du pays ?
- Comment démocratiser davantage la société ?
- Comment rendre le Luxembourg plus performant dans le domaine de l'innovation ?
- Comment faire de la création d'entreprise une vraie alternative ?
- Comment ouvrir le marché du travail aux jeunes grâce à une bonne éducation et formation ?

2^e atelier : un territoire pensé pour les générations futures

Le deuxième atelier de l'initiative « 2030.lu - Ambition pour le futur » a porté sur les solutions envisageables pour relever les défis du Luxembourg dans les domaines de l'environnement, de l'économie verte, de l'énergie, du logement et des infrastructures. Ce sont là des sujets vitaux afin d'assurer un développement économique harmonieux au Luxembourg. Cet atelier durant lequel a émergé des idées novatrices, a réuni plus de 80 personnes en plus des orateurs experts⁵ dont les exposés ont traité ces différentes questions :

- Quelles infrastructures pour garantir le développement du Luxembourg de demain ?
- Comment organiser la mobilité pour les résidents et la population active ?
- Comment garantir une haute qualité de vie et de logement au Luxembourg ?
- Quelle place à l'environnement dans un contexte de grande incertitude ?
- Comment réussir la transition énergétique ?

3^e atelier : une économie soutenable au service du pays et de ses habitants

Lors de cet atelier, les participants ont été invités à débattre autour des questions:

- Quel modèle de croissance dans un environnement compétitif ?
- Comment assurer le niveau de vie de demain ?
- Quel rôle l'Etat doit-il jouer dans la promotion des secteurs d'avenir ?
- Comment garantir à notre Etat une indépendance financière ?

A travers ces questions, les thèmes de la productivité, de la création de richesse et des finances publiques furent traités, en présence une fois de plus, d'un groupe d'experts⁶ et de quelque 100 personnes.

L'ensemble des idées énoncées lors de la conférence de lancement, des ateliers thématiques et sur la plateforme IdeaScale est présenté dans le document annexé à la présente analyse et est disponible à l'adresse <http://2030lu.ideascale.com> .

⁴ Prof. Claude P. Muller, Thibaut Britz, Marc Muller, Robert Urbé, Rachel Gaessler.

⁵ Christian Schulz, Pascale Junker, Patrick Bousch, François Thiry.

⁶ Marc Muller, Manuel Baldauff, Marc Hostert, Michèle Detaille.

Encadré 1: « 2030.lu - Ambition pour le futur » : Dates clés et statistiques

Dates clés

4 mars 2013 : présentation de l'initiative à la presse
 20 mars 2013 : conférence de lancement
 13 avril 2013 : 1^{er} atelier thématique : une société ouverte et tournée vers l'avenir
 11 mai 2013 : 2^{ème} atelier thématique : un territoire pensé pour les générations futures
 15 juin 2013 : 3^{ème} atelier thématique : une économie soutenable au service du pays et de ses habitants
 30 juin 2013 : participation à la fête du citoyen à la Rockhal
 9 juillet 2013 : point de presse pour présenter le bilan intermédiaire de l'initiative
 30 septembre 2013 : grand débat de l'initiative 2030.lu en présence des principaux leaders politiques
 Novembre 2013 : Evénement de clôture

Principaux chiffres⁷ :

Vidéos affichées : 93.700
 Vidéos visionnées : 5.839
 Visites site : 22.000
 Abonnés newsletter : 463
 Près de 1.000 inscrits aux différents événements (conférence et ateliers thématiques) organisés par 2030.lu
 Utilisateurs IdeaScale : 195
 Idées publiées: 288
 Idées commentées: 124
 Votes IdeaScale : 1247
 Like sur Facebook: 1.355

⁷ Au 29 juillet 2013

2. Les défis

2.1. Le Luxembourg aujourd'hui

2.1.1. Un fondement solide pour un avenir prospère

Pour un observateur non averti, il peut s'avérer difficile de comprendre pourquoi tant d'entre nous se préoccupent de l'avenir ; après tout, le Luxembourg se caractérise par un niveau de vie exceptionnellement élevé. En effet, plus d'un tiers de la population estime que la première raison de vivre, habiter ou travailler au Luxembourg sur neuf raisons est la qualité de vie, suivie par l'attachement au pays, le niveau salarial et l'environnement (nature, petits villages, pas de grands bâtiments.).⁸ Par ailleurs, le pays peut compter sur un modèle social généreux et bénéficie d'un sens bien ancré d'équité, de solidarité et d'inclusion sociale. Mieux encore, les résidents du Luxembourg connaissent la paix et la sécurité, et vivent au sein d'un environnement riche et diversifié du point de vue culturel.

Peut-être tel est bien le cas, mais un examen plus approfondi révèle que notre société luxembourgeoise en vient à considérer pour acquis ces éléments très positifs⁹, oubliant souvent que leur pérennisation dépend notamment d'une économie performante, inclusive et soutenable.

⁸ Selon le sondage TNS ILRES d'octobre 2012 commandité par la Chambre de Commerce en amont du lancement de l'initiative « 2030.lu - Ambition pour le futur ».

⁹ Ainsi que de nombreux autres, tels que d'excellents soins de santé, une infrastructure de transports et de communications de qualité, des installations de loisirs modernes et accessibles, etc.

Encadré 2: Eclairage thématique – Sondage préliminaire

Le sondage TNS ILRES, commandité par la Chambre de Commerce en amont du lancement de l'initiative « 2030.lu - Ambition pour le futur » afin de notamment « prendre la tension » du grand public vis-à-vis des principaux défis d'avenir du pays, a été effectué au cours du mois d'octobre 2012 et comporte les résidents au Grand-Duché (Luxembourgeois et étrangers) et les frontaliers.

L'échantillon est représentatif de la population résidentielle et frontalière par rapport à différentes caractéristiques comme le sexe, l'âge, la nationalité, le niveau d'étude, la profession, la taille du ménage et le revenu brut du ménage.

Le sondage, axé principalement sur le diagnostic et l'environnement socio-économique, visait à évaluer quels thèmes interpellent et inquiètent le plus la population pour l'avenir. De suite, le sondage a évalué les problèmes subsistant dans les sujets comme l'innovation, l'entrepreneuriat, l'éducation, l'accès à la nationalité luxembourgeoise et à la fonction publique, le logement, la création de richesses, l'indépendance financière et la dette des pensions.

Les défis « très importants pour l'évolution du Luxembourg » - pour les résidents



Source : Sondage TNS-Ilres

Le sondage peut être consulté dans son intégralité sur le site www.2030.lu, sous « Publications ».

2.1.2. Mais d'où vient cette prospérité?

Remontons brièvement le temps pour nous demander d'où provient la prospérité de notre pays. Au cours des dernières décennies, le Luxembourg a connu l'un des taux de croissance économique les plus élevés parmi les économies développées, avec une progression du PIB de 2,3% par an (en termes réels) entre 2003 et 2012 (3,5% en moyenne entre 1996 et 2012 et même de 4,7% par an sur la période de 2000 à 2007). Il est important de comprendre, dans ce contexte, comment cette croissance économique est générée.

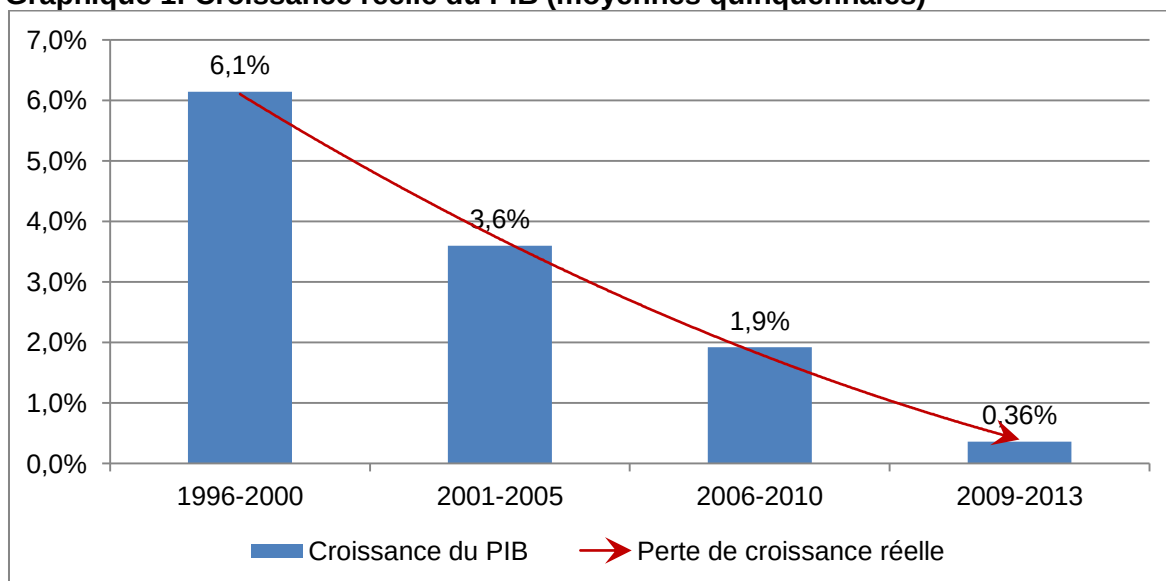
Dans sa forme la plus simple, la croissance du PIB résulte de la progression de la valeur ajoutée de chaque heure de travail prestée (c.-à-d. de l'amélioration de notre productivité). La croissance est également le fruit du nombre d'heures de travail prestées par la population active, et de la création d'emplois (quant à elle réalisée soit par une participation accrue de la population résidente sur le marché de l'emploi, soit par une progression, en tant que telle, de la population active, cette dernière regroupant les résidents et les frontaliers qui viennent travailler au Luxembourg).

Dans le cas spécifique du Luxembourg, la croissance passée s'explique, dans une large mesure, par la création de nouveaux emplois, le nombre de ceux-ci augmentant d'environ 3,0% par an, surtout dans l'Administration publique, les services et le secteur de la construction. L'accroissement de la productivité a, pour sa part, été modéré, n'atteignant que 0,8% l'an par rapport à une moyenne de 1,5% dans l'ensemble des pays de l'OCDE (1995-2011). Il s'y ajoute que l'essentiel de l'augmentation de la productivité du Luxembourg résulte de la transition de la structure économique vers les services financiers (qui génèrent une forte valeur ajoutée par heure prestée), alors que seules des améliorations limitées ont été enregistrées dans les autres secteurs. En d'autres termes, le Luxembourg est passé d'une économie basée sur l'industrie à une économie de services, fortement dépendante du secteur financier, qui est devenu le principal moteur de l'augmentation de la productivité et ainsi des recettes budgétaires.

2.1.3. Faire preuve de réalisme

Peut-on affirmer que, d'une manière ou d'une autre, nous sommes tous devenus dépendants aux taux de croissance économique élevés ? Cela s'explique par la manière dont nous finançons nos soins de santé, nos systèmes de retraite et le budget de l'Etat, qui dépendent, tous, de taux de croissance comparables à ceux que nous avons connus dans le passé. Pour un certain nombre de raisons toutefois, continuer à suivre cette trajectoire historique s'avère irréalisable (voir graphique 1). Etant donné l'essoufflement du taux de croissance, et à supposer une croissance de la productivité identique à celle que nous avons connue, quelque 250.000 à 300.000 nouveaux emplois devraient être créés d'ici 2030 - ce qui reviendrait presque à doubler le nombre d'emplois existants - pour pouvoir dégager une croissance économique de 2,5% et générer un budget responsable et durable (c.-à-d. un excédent de 1% du PIB en 2030).

Il ne serait assurément pas prudent de parier le bien-être des futures générations et la survie de notre Etat souverain sur le maintien d'un taux de croissance aussi élevé en termes de création d'emplois. La population du Luxembourg est d'ailleurs préoccupée par la situation économique actuelle et s'interroge sur les leviers de la croissance future, car la productivité économique du Luxembourg et la diversification luxembourgeoise figurent parmi les cinq principales priorités pour l'évolution du pays selon la population sondée.

Graphique 1: Croissance réelle du PIB (moyennes quinquennales)

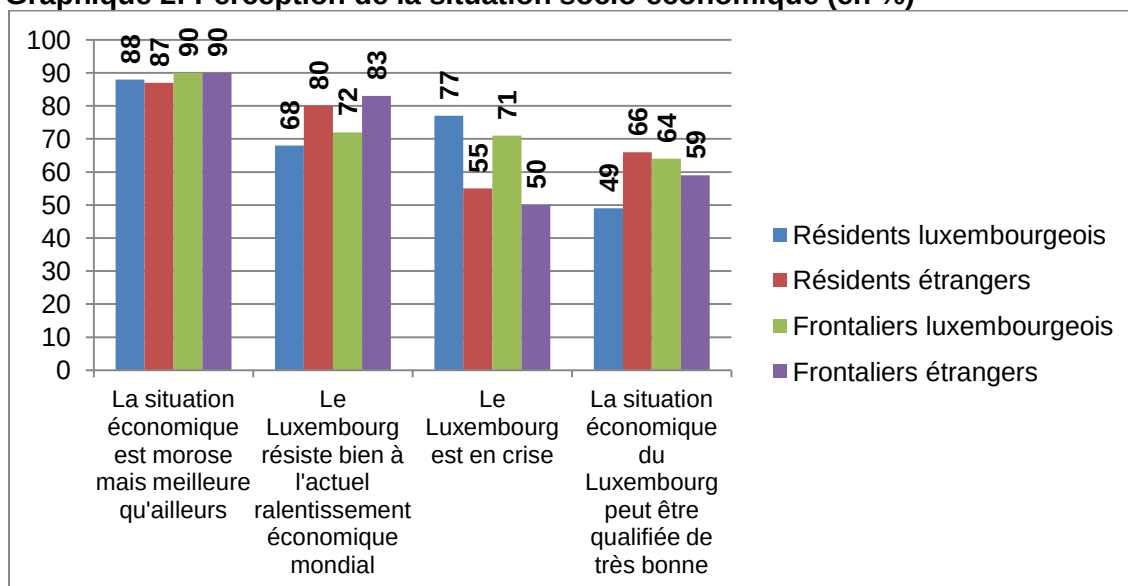
Source : Comptabilité nationale

Il est intéressant de noter qu'en dépit d'un niveau élevé de création d'emplois, le taux de chômage au Luxembourg a beaucoup augmenté ces 10 dernières années et le problème est particulièrement préoccupant chez les jeunes de moins de 25 ans. La hausse du chômage des jeunes semble révéler l'inaptitude du système d'enseignement luxembourgeois à préparer adéquatement les jeunes au marché du travail. Ainsi, 85% des résidents et 78% des frontaliers estiment qu'il est très important de moderniser le système d'enseignement.

Les résultats du sondage sur la situation socio-économique du Luxembourg démontrent que 88% des résidents et 90% des frontaliers estiment la situation au Luxembourg morose mais meilleure qu'ailleurs. Les résidents et « frontaliers luxembourgeois »¹⁰ sont plus pessimistes que les étrangers concernant la gravité de la crise. Un aspect intéressant est que la perception du Luxembourg étant en crise semble augmenter avec l'âge des sondés. En outre, plus le niveau d'éducation est élevé, moins ils qualifient la situation économique du Luxembourg comme bonne.¹¹

¹⁰ Définis comme des ressortissants luxembourgeois qui résident au-delà des frontières luxembourgeoises tout en travaillant au Luxembourg.

¹¹ 65% des sondés de qualification jusqu'au secondaire 1^{er} cycle estiment la situation comme bonne comparé à 47% des sondés ayant au moins un diplôme "Bac +4" et 48% des indépendants.

Graphique 2: Perception de la situation socio-économique (en %)

Source : Sondage TNS Ilres octobre 2012

2.1.4. Résorber le déficit budgétaire

Outre le défi posé par l'essoufflement de la croissance économique, le Luxembourg est également confronté à celui de l'accroissement de son déficit budgétaire. Comme les dépenses de l'Etat progressent plus rapidement que les recettes¹², le risque d'une aggravation du déficit année après année et d'une progression parallèle de la dette publique sont bien réels. Dans les années à venir, le vieillissement de la population ne fera qu'accentuer l'ampleur de ce défi. L'accroissement des dépenses ne peut excéder, en toute logique, une croissance économique réaliste. Cela signifie que, si le Luxembourg est appelé à « consentir des sacrifices » et à dépenser moins afin de rectifier la situation, il devra également apprendre à dépenser de manière plus sage.

Les turbulences économiques auxquelles l'Europe est confrontée entraînent également des problèmes pour le Luxembourg. De fait, en tant que petite économie ouverte, notre pays dépend fortement de ses voisins européens et des perturbations économiques internationales affectent significativement le Grand-Duché, aggravant l'actuelle situation économique déjà difficile. En conséquence, un accroissement de la volatilité économique et financière en Europe nous rappelle que la capacité de résistance et de résilience de notre économie représente, elle aussi, un enjeu crucial.

L'actuel déficit budgétaire alourdit la dette des générations futures, c'est pourquoi qu'une bonne santé de notre économie aujourd'hui est importante pour maintenir l'équité intergénérationnelle. Pour cela il est notamment nécessaire de créer un système de pensions performant et soutenable, bâti sur des hypothèses de croissance réalistes.

2.1.5. Préserver notre environnement pour l'avenir

Afin d'encourager le passage à une économie plus verte et ainsi préserver cet environnement que nous apprécions, de nombreux incitatifs visant à améliorer l'actuelle empreinte écologique du Grand-Duché sont mis en œuvre et s'appliquent aussi bien aux

¹² A titre d'exemple, les dépenses totales de l'Administration publique (Etat central, communes et sécurité sociale) ont progressé de 91,5% entre 2002 et 2012 ; les recettes n'augmentant qu'à concurrence de 78,9% au cours de cette même période.

ménages qu'aux entreprises. Ils ont pour vocation de veiller à ce que les futures générations continuent à bénéficier d'un environnement sain.

Toutefois, le taux d'émission de gaz à effet de serre est en train de s'écarter de sa trajectoire nécessaire pour respecter les engagements internationaux du Luxembourg à l'horizon 2020 et 2030, et nos besoins en énergie et en ressources ne vont pas diminuer dans le futur. Au titre de défis à relever, citons encore l'importante consommation foncière au Luxembourg ou encore la perte de biodiversité. Afin de répondre aux besoins énergétiques il est fondamental de créer des énergies renouvelables, or la contribution d'énergie renouvelable au stock d'énergie du Luxembourg est parmi les plus faibles en Europe.

De manière générale, le réchauffement climatique, tout comme les risques et effets qui y sont associés, doivent être mitigés et gérés à l'échelle planétaire. Si l'ensemble des pays doivent y contribuer, le Luxembourg, grâce à son niveau de vie matériel élevé et suite à son empreinte écologique importante (voir ci-après), doit prendre des responsabilités à la hauteur des enjeux.

Encadré 3: Commentaire de M. Jean Lamesch

Jean Lamesch, docteur en chimie-physique, a expliqué lors de son intervention pendant la conférence de lancement de l'initiative 2030.lu, que le Luxembourg était actuellement « *le champion mondial incontesté de la consommation d'énergie* ». Il a rappelé que la protection de l'environnement n'est pas seulement une science exacte dépendant du progrès technologique, mais, qu'au contraire, le comportement des êtres humains est bel et bien le facteur le plus important et décisif dans la lutte contre la pollution et la surconsommation énergétique. L'orateur a souligné de manière instructive les défis écologiques auxquels les futures générations devront faire face, en illustrant deux lois socio-énergétiques fondamentales.

Premièrement, il évoque le concept de la « *tragedy of the commons* » pour expliquer que la compétition pour l'accès à une ressource limitée menait invariablement à un conflit entre intérêt individuel et bien commun, conflit qui à son tour menait tout aussi invariablement à une situation perdant-perdant. Il a illustré ce concept en citant l'exemple de l'énergie nucléaire, « *qui accapare des dépôts géologiques communs à toute l'humanité, pour y déposer des déchets radioactifs qui perdureront pendant 3.000 générations ; et cela pour produire de l'énergie dont profite une seule génération* ».

Deuxièmement, le scientifique mentionne le paradoxe de « *Jevons* », qui constitue une des lois sociologiques les plus importantes pour la transition énergétique : plus une technologie énergétique devient efficace, plus elle fait augmenter la consommation d'énergie. Il a illustré ce phénomène à l'aide d'un exemple : plus une voiture ou un avion deviennent efficaces, plus le marché en exige, plus on en vend et plus on augmente la consommation d'essence ou de kérosène respectivement. (Conférence de lancement, 20 mars 2013)¹³

¹³ Voir sur www.2030.lu sous « Conférences » pour l'enregistrement intégral de l'intervention de M. Lamesch lors de la conférence de lancement.

2.2. Diagnostic de la situation actuelle

2.2.1. L'un des niveaux de vie actuellement le plus élevé au monde, avec une empreinte écologique importante a la clé

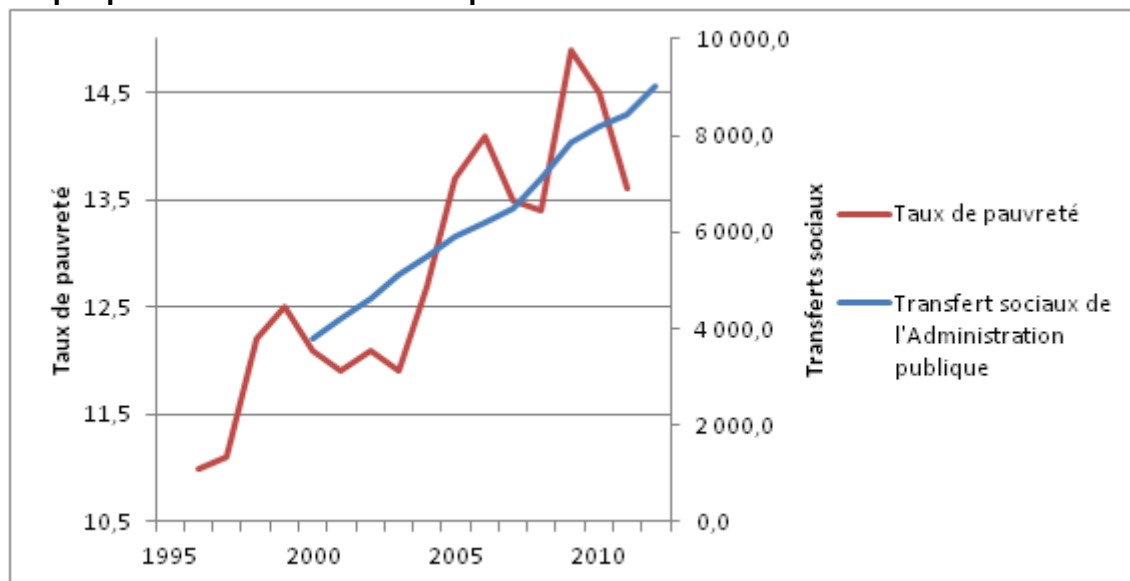
En termes de Revenu national brut par habitant, le Luxembourg est assurément l'un des pays les plus prospères au monde. La distribution des revenus parmi les ménages est relativement équilibrée par rapport à d'autres économies développées, avec un taux de pauvreté relative parmi les plus bas, en se situant dans le premier tiers des pays les plus égalitaires dans l'OCDE.

L'indice de développement humain (IDH) - une mesure comparative de l'espérance de vie, de l'alphabétisation, du niveau d'éducation et du niveau de vie effectuée par le « Programme des Nations Unies pour le Développement » dans 187 pays - atteint également un niveau élevé (26^e place en 2012).

Nous sommes en outre fiers du fait que nous n'hésitons pas à partager notre prospérité et que nous sommes l'un des pays les plus généreux au monde. Le Luxembourg est ainsi l'un des rares Etats à atteindre l'objectif du Millénaire des Nations Unies, qui consiste à consacrer 1% du RNB à l'aide au développement.

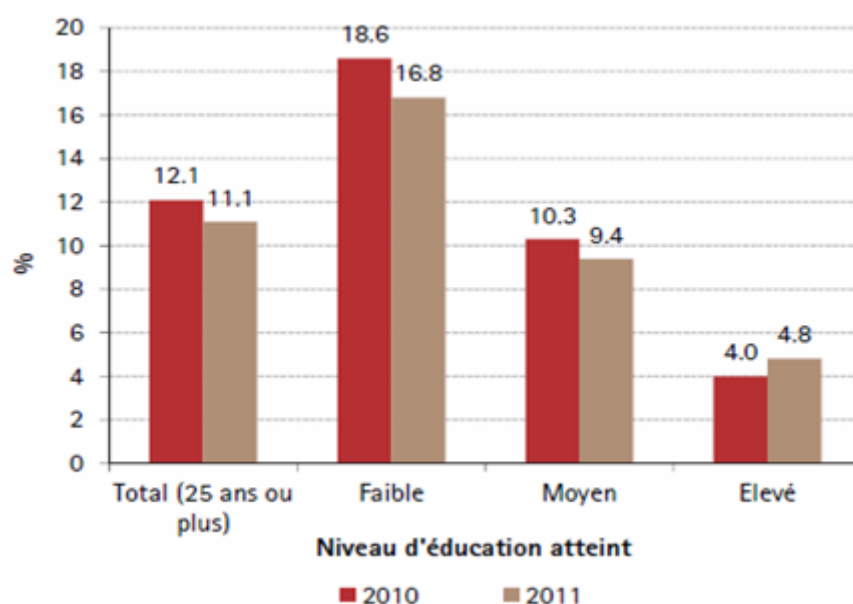
2.2.2. Pauvreté au cœur de l'abondance

Il n'empêche qu'en dépit de généreux programmes de transferts sociaux, l'exposition des habitants du Grand-Duché à la pauvreté monétaire relative n'a pas diminué depuis 1995. Même en restant parmi les taux de pauvreté les plus bas en Europe, elle concerne désormais une personne sur sept. En effet, le montant des transferts sociaux consentis par l'Administration publique a plus que doublé au cours des 15 dernières années, indépendamment des fluctuations du taux de pauvreté qui ont aussi augmenté de 3-4% (voir prochain graphique). Cette corrélation positive est contradictoire et souligne que les transferts sociaux ne sont pas efficacement ciblés. Relevons dans ce contexte que la population, d'après le sondage mené en amont du lancement de l'initiative 2030.lu, estime à concurrence de 79% que pour un même niveau de dépenses sociales, le Luxembourg pourrait mieux lutter contre la pauvreté en mieux ciblant les bénéficiaires.

Graphique 3: Corrélation entre la pauvreté et les transferts sociaux

Source : STATEC

On pourrait tenter de faire valoir que le seuil de pauvreté est incorrectement défini pour le Luxembourg par le fait que « vivre dans la pauvreté » fait l'objet d'une définition relative : l'expression « pauvreté monétaire relative » s'applique aux revenus combinés inférieurs à 60% du revenu médian disponible équivalent des ménages pour le pays. Cela signifie qu'au Luxembourg, la notion de « pauvreté » dépend fortement de ce que l'on considère comme un niveau élevé de revenu individuel national. Il ne s'agit toutefois pas là d'un argument valable pour refuser d'œuvrer à l'amélioration des conditions de vie des segments les plus vulnérables de la population, c'est-à-dire de ceux qui sont aux prises avec le prix élevé des logements et l'éviction d'emplois requérant une faible qualification par des emplois à haute valeur ajoutée.

Graphique 4: Taux de risque de pauvreté (%) après transferts sociaux, selon le niveau d'éducation atteint, 2010-2011

Source : STATEC, EU-SILC.

Plus le niveau d'éducation est élevé, plus la probabilité de tomber dans la pauvreté diminue. La pauvreté affecte surtout les familles monoparentales avec le taux de pauvreté le plus élevé (45,5% en 2011)¹⁴, entraînant un risque de spirale que les enfants devront surmonter s'ils veulent gravir l'échelle sociale. De surcroît, le prix des logements absorbe une part importante du budget des ménages, ce qui affecte plus particulièrement les familles monoparentales.

2.2.3. Le manque de logements à prix abordables

En temps de crise et avec la croissance de pauvreté, l'accès au logement à des prix abordables est considéré comme priorité absolue au Luxembourg selon 58% de la population devant la productivité de l'économie, la cohésion sociale ou le système d'enseignement.

Encadré 4: Commentaire de M. Patrick Bousch

Patrick Bousch, directeur administratif auprès du CEPS/Instead, a ouvert son intervention par un diagnostic du marché du logement, dans lequel le chercheur s'est surtout intéressé à l'évolution des prix. Actuellement, le prix des appartements est de 320.000 EUR en moyenne, soit plus de 4000 EUR/m². Par rapport aux territoires limitrophes, la situation du logement est inquiétante; situation qui résulterait du concours de plusieurs facteurs.

La demande de logement est soutenue entre autres par un solde migratoire et naturel positif (excédent naturel de +1.800 et excédent migratoire de +11.000). A ceci s'ajoute la transformation sociologique de la structure des ménages. Ainsi, 33,3% des 208.500 ménages privés recensés en 2011 étaient des ménages comportant une seule personne, contre 15,7% en 1970. La taille moyenne des ménages est passée de 2,51 à 2,41 personnes/ménage entre 2001 et 2011 (3,07 en 1970). Selon les prévisions du STATEC, elle s'élèverait à 2,23 en 2030.

Selon une étude du STATEC en collaboration avec le CEPS/Instead^[1], le coût du logement est considéré comme une question préoccupante par 80% des ménages. Près d'un tiers (33%) des ménages a même déclaré que la charge financière de leur logement était lourde. Les perceptions en ce qui concerne la charge financière varient selon les différentes catégories de ménages. Par exemple, 55,1% des ménages monoparentaux et 40,2% des locataires ressentent les coûts de logement comme lourde.

Selon M. Bousch, d'ici 2030, le Luxembourg aurait besoin de 130.000 logements, ce qui représente 6.500 nouveaux logements par an. Actuellement, seulement 3.000 logements sont mis sur le marché et la pénurie semble s'aggraver. Au niveau du nombre de logements sociaux, le Luxembourg n'en dispose que de 3.000, ce qui représente un des taux les plus faibles en l'Union européenne. Pour combattre cette pénurie, l'intervention des pouvoirs publics dans le marché des logements abordables ne suffirait pas et il faudrait par conséquent élargir le champ d'intervention des promoteurs privés (Atelier thématique du 11 mai 2013).

^[1] Etude parue en 2010 : <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/regards/2010/PDF-15-2010.pdf>

¹⁴ Statec : « Cahier économique N° 114 - Rapport travail et cohésion sociale 2012 ».

2.2.4. Sécurité urbaine, avec un faible taux de criminalité

En matière de sécurité publique, la ville de Luxembourg est officiellement reconnue comme étant une des plus sûres au monde. Le nombre de meurtres a atteint 1,0 pour 100.000 habitants en 2010 (contre 3,5 en moyenne en Europe) et le taux d'emprisonnement est également faible ; le Luxembourg comptant 124 détenus pour 100.000 habitants (730 aux Etats-Unis). Dans la pratique, les dépenses engagées pour le maintien de l'ordre public (830 dollars par habitant en 2009) sont considérablement plus élevées que dans les autres pays européens (par exemple, 678 dollars par habitant en Belgique). Autant de facteurs qui contribuent à une société plus sûre.

2.2.5. Faible densité de la population

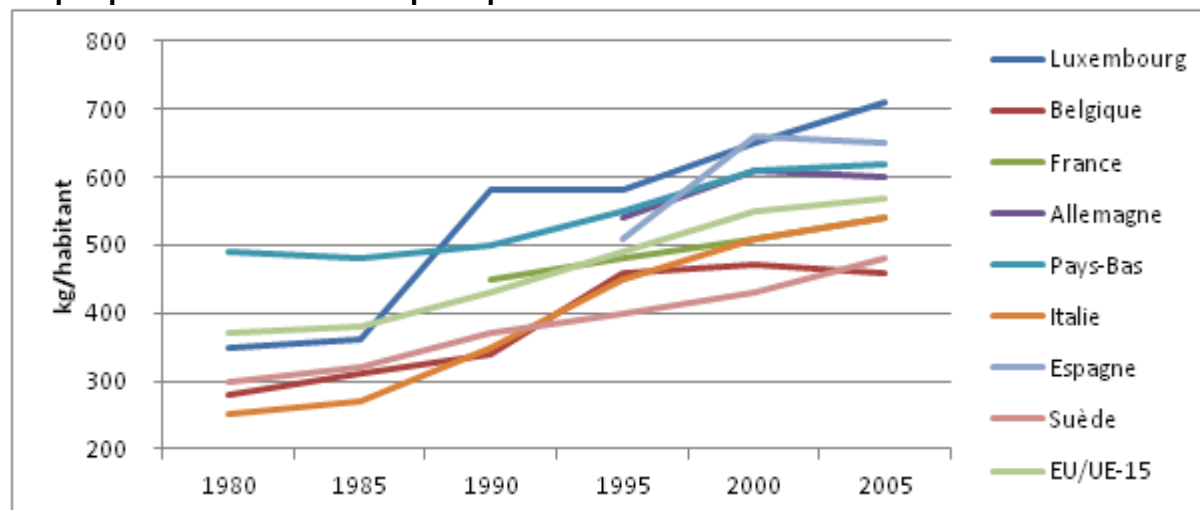
Au Luxembourg, l'urbanisation et la densité de population sont relativement peu élevées. L'un des attraits du Grand-Duché réside dans le fait que 86% de la surface totale du territoire est dédié à l'agriculture et à la sylviculture. Ce chiffre est beaucoup plus élevé que ceux de la région de Bruxelles-Capitale (19%) ou de l'Île-de-France (66%). Qui plus est, la densité de population (208 habitants à peine au km²) est de loin inférieure à la moyenne des régions voisines. La Sarre, par exemple, présente une densité de population de quelque 400 habitants au km². La Flandre atteint même 463 habitants par km². La population du Luxembourg s'accroît, certes, considérablement durant les heures de travail mais, même durant celles-ci, la densité demeure inférieure à celle de régions avoisinantes.

2.2.6. Empreinte écologique élevée

En dépit toutefois de la proportion élevée de campagnes faiblement peuplées, le Luxembourg exerce une empreinte écologique importante. Les émissions de CO₂ sont élevées (environ 24 tonnes par habitant), même sans le « tourisme à la pompe » (qui représente l'équivalent de 9 tonnes par habitant). Si le Luxembourg souhaite atteindre les objectifs de l'UE à l'horizon 2020 et 2030, un considérable effort devra être consenti, surtout dans le secteur des transports, car plus de la moitié des émissions sont attribuées à ce secteur. L'industrie représente environ un quart des émissions (dont une grande partie est couverte par le système communautaire d'échange de quotas d'émission). Les ménages, commerces et services ne représentent qu'environ 10% des émissions totales.

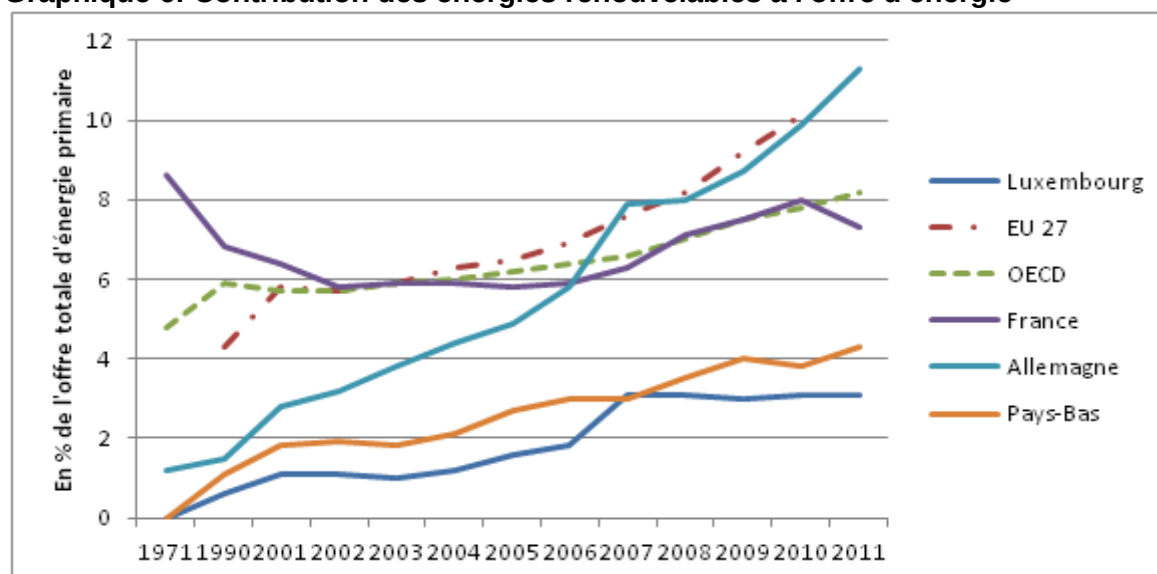
En outre, la qualité de l'eau n'est pas aussi bonne que dans d'autres pays occidentaux. Au Luxembourg, l'indice de la qualité de l'eau est de 70, contre 87 par exemple en France. Cette différence s'explique principalement par la pollution résiduelle de l'industrie et de l'agriculture.

Qui plus est, la quantité de déchets municipaux et des ménages ne cesse d'augmenter et dépasse la quantité des autres pays de l'OCDE (voir graphique).

Graphique 5: Déchets municipaux par habitant

Source : OCDE

La pénétration des énergies renouvelables est, quant à elle, faible au Luxembourg avec un taux loin en-deçà de la moyenne européenne. L'énergie est fondamentale pour tout développement futur, mais à cause des conséquences néfastes sur l'environnement, il est d'autant plus important d'adopter une consommation d'énergie durable.

Graphique 6: Contribution des énergies renouvelables à l'offre d'énergie

Source : OCDE

Encadré 5: Commentaire de Mme Pascale Junker

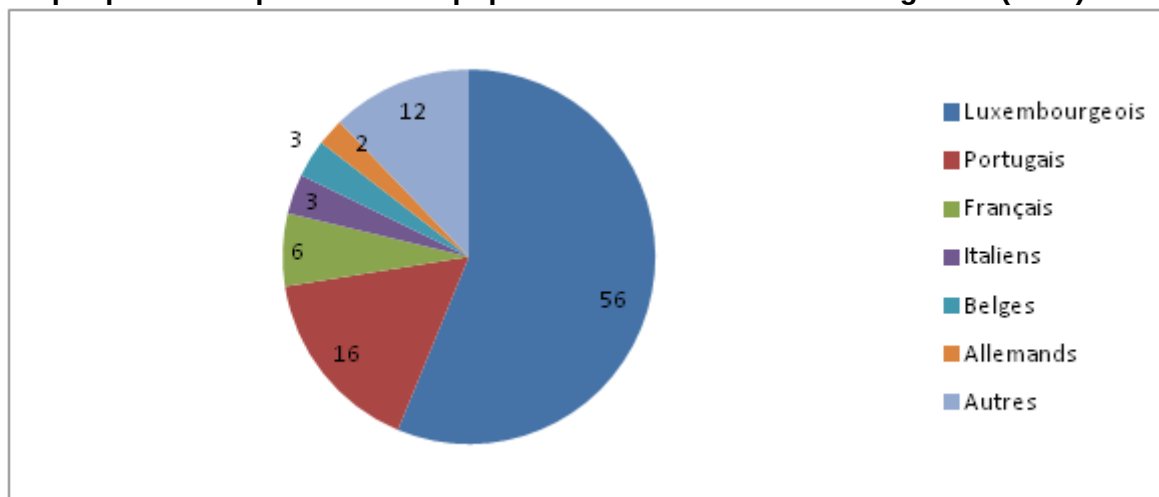
Sous le titre « Ignorer les limites écologiques de la planète ne les fera pas disparaître » **Pascale Junker**, économiste de l'environnement, a souligné que le Luxembourg présentait un flagrant déficit écologique et énergétique. En effet, le pays afficherait des taux de consommations record pour un territoire aussi exigu. Si tous les pays du monde consommaient autant que le Luxembourg, il faudrait 6 planètes pour subvenir aux besoins de consommation. Mme Junker a expliqué qu'en même temps le processus de raréfaction des ressources ne facilitait guère les choses. (Atelier thématique du 12 mai 2013)

2.2.7. Diversité culturelle et défis de gouvernance

« 61,2% de la population du Grand-Duché ont un « background » migratoire, soit directement ou indirectement à travers les parents... »
 STATEC, « L'arrière-plan migratoire de la population du Grand-Duché de Luxembourg », avril 2013

Le Luxembourg est devenu une société multiculturelle et multilingue : 44% des résidents au Luxembourg sont des étrangers (voir graphique 7) et 99% peuvent s'exprimer dans une autre langue que leur langue maternelle. En outre, plus de 148.000 frontaliers¹⁵ viennent travailler chaque jour au Grand-Duché. Les étrangers constituent ainsi une composante vitale et incontournable de l'économie nationale.

Graphique 7: Composition de la population résidente luxembourgeoise (2012)



Source : STATEC : "Le Luxembourg en chiffres"

Cette diversité culturelle et linguistique ne se reflète toutefois pas dans la manière dont notre pays est administré. La plupart des personnes qui créent notre richesse ne peuvent pas exprimer leurs points de vue à travers le processus démocratique. Cela s'explique par le fait qu'environ 70% des travailleurs¹⁶ ne votent pas lors des élections législatives parce qu'ils ne possèdent pas la nationalité luxembourgeoise. Des 30% d'employés de nationalité luxembourgeoise, presque la moitié travaille dans le secteur public. Du côté des électeurs, la moitié est inactive et un quart travaille dans le secteur public. Enfin, seule une très faible

¹⁵ Chiffre net, Source : Adem

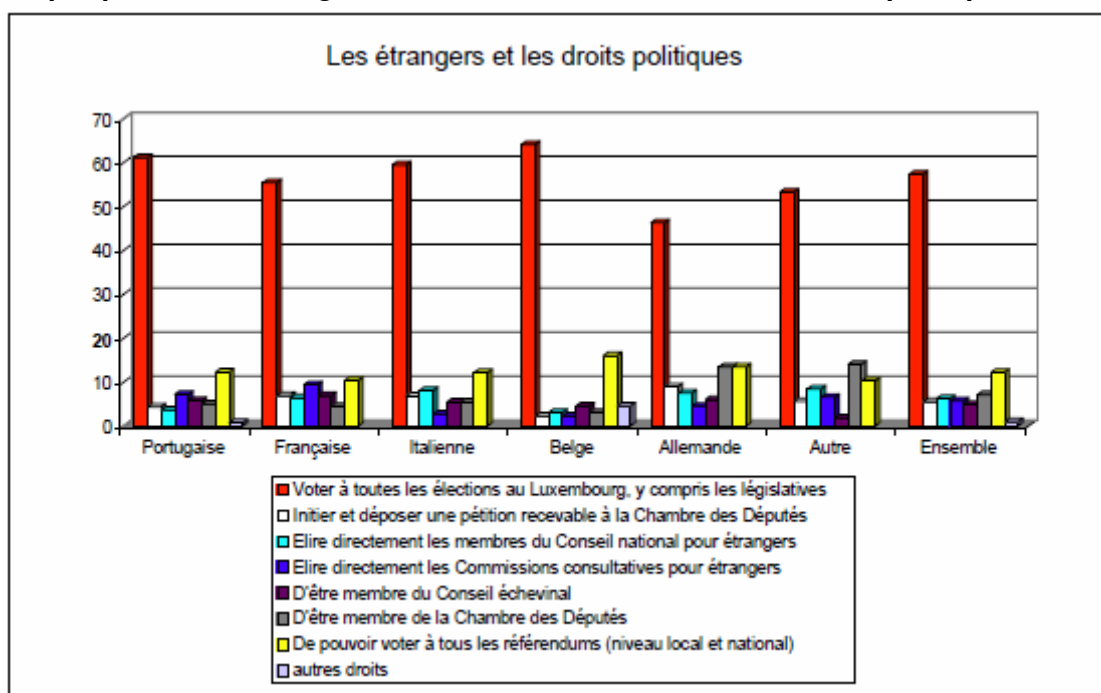
¹⁶ Source : ADEM.

proportion des députés est issue du monde des affaires et la diversité de notre main-d'œuvre ne se reflète que de manière marginale dans le monde politique¹⁷.

Néanmoins, selon le sondage TNS Ilres, 70% des résidents estiment que les ressortissants étrangers doivent pouvoir obtenir le droit de vote après une certaine durée de résidence sur le territoire luxembourgeois afin de garantir une représentativité du corps électoral. Mais les opinions diffèrent selon la nationalité car seuls 59% des résidents luxembourgeois sont en accord contre 85% des résidents étrangers. Le sondage souligne que les frontaliers veulent participer au débat politique avec 84% des frontaliers estimant que leur participation au débat politique permettrait d'accroître la cohésion du pays. Selon une étude commanditée par la Chambre des Députés en 2009 (étude dite « ELECT2009 »), les raisons avancées à la maintenance de l'entrave du droit de vote pour étrangers concerne le manque de maîtrise du luxembourgeois et le manque de connaissances sur les institutions politiques luxembourgeoises. Il est intéressant de noter que la majorité d'étrangers établis au Luxembourg est intéressée par la campagne pour les élections législatives¹⁸.

¹⁷ Les données de cette partie proviennent de l'étude « ELECT2009 » commanditée par la Chambre des Députés (« Les élections législatives et européennes de 2009 au Grand-Duché de Luxembourg »).

¹⁸ Ibidem.

Graphique 8: Les étrangers et les souhaits en matière de droits politiques

Source : Chambre des Députés

2.2.8. Accès à la nationalité luxembourgeoise

« Au Luxembourg seulement un habitant sur deux, un salarié sur trois et un créateur d'entreprise sur quatre est encore de nationalité luxembourgeoise. »
(Rachel Gaessler, Atelier thématique du 17 avril 2013)

La nécessité de travailleurs étrangers au Luxembourg, qui ne participent néanmoins pas à la politique du pays, lance la question des conditions d'accès à la nationalité luxembourgeoise. Concernant la connaissance de langues, 87% des résidents jugent la maîtrise de la langue luxembourgeoise comme indispensable pour accéder à la nationalité et 73% des frontaliers partagent le même avis. Dans la même lignée, 49% des résidents considèrent qu'une seule langue du pays ne suffit pas pour accéder à la nationalité luxembourgeoise contre 60% des étrangers résidents qui considèrent que la maîtrise d'une seule langue du pays suffit.

Concernant la durée de résidence avant l'octroi de la nationalité, les résidents estiment que 5 à 7 ans sont nécessaires. 5 ans correspondent au délai avant la réforme législative de 2008 et 7 ans sont obligatoires avec la loi actuelle. La moitié des frontaliers estiment que 5 années de résidence sont suffisantes.¹⁹

Puis, 70% des résidents et 80% des frontaliers estiment que l'accès à la nationalité luxembourgeoise devrait être facilité pour les personnes étrangères ayant un conjoint luxembourgeois.

¹⁹ Le projet de loi n°6561 prévoit de réduire la durée de résidence de 7 à 5 ans à nouveau.

Encadré 6: Commentaire de Mme Nathalie Oberweis

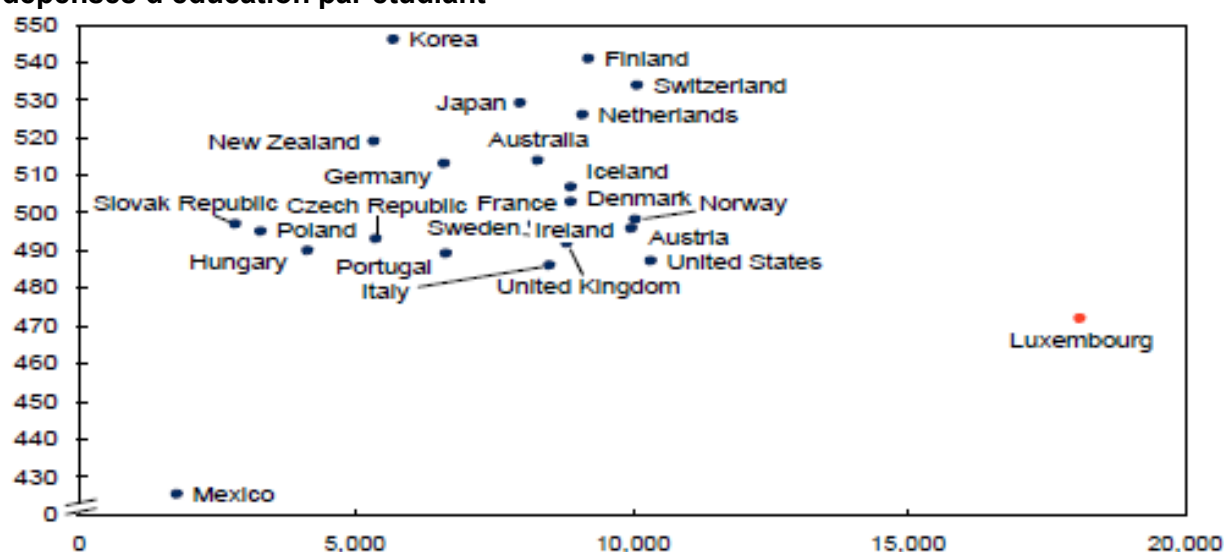
Nathalie Oberweis, politologue, journaliste indépendante et activiste, a mis en évidence le risque des constructions mentales dichotomiques menant à des réflexes protecteurs et à la stigmatisation des étrangers. Mme Oberweis a regretté que le Luxembourg ait récemment plutôt eu tendance à s'ériger en société d'exclusion que d'inclusion, notamment dans le domaine de l'éducation, dans l'administration publique ou encore dans son système électoral, qui connaîtraient un véritable déficit démocratique. Elle est d'avis que la nationalité et la citoyenneté ne sont pas forcément liés et qu'il devrait suffire qu'une personne travaille, vive et habite au Luxembourg pour accéder au droit de vote, c'est-à-dire pour exercer ses droits de citoyen. De plus, de l'avis de Nathalie Oberweis, l'intégration ne représente qu'une partie d'un problème beaucoup plus complexe. Parlant allégoriquement, l'intégration ne serait que la pointe émergée de l'iceberg. (Conférence de lancement, 20 mars 2013)

2.2.9. *Système éducatif perfectible*

Un système éducatif performant représente l'un des principaux atouts d'un pays, puisqu'il constitue un pilier fondamental, tant pour le développement économique que pour la cohésion sociale. Force est toutefois de constater qu'au Luxembourg, le système éducatif actuel ne satisfait pas pleinement la population. En effet, 40% des résidents estiment que le système d'éducation n'est pas performant eu égard aux moyens financiers alloués et 25% préféreraient inscrire leurs enfants dans une école privée ; un résultat qui donne à réfléchir.

Il existe un large consensus pour reconnaître la difficulté du système éducatif à s'adapter à la réalité de la diversité culturelle et linguistique. Les faibles performances des étudiants luxembourgeois lors des tests standards de l'OCDE (PISA) le soulignent. Des efforts considérables ont été consacrés à faire valoir que ces tests normalisés « multipays » ne prennent pas suffisamment en compte les caractéristiques spécifiques des différents Etats. Il n'en demeure pas moins que le recul des performances que l'on observe au fil des générations successives d'étudiants luxembourgeois (de 479 points en 2003 à 472 points en 2009 en matière d'alphabétisation) s'avère très préoccupant, d'autant qu'au niveau mondial, le Grand-Duché est le pays qui consacre le plus de ressources financières par étudiant (graphique 9).

Graphique 9: Comparaison internationale des résultats des tests standardisés et des dépenses d'éducation par étudiant



Source : PISA 2009

Un système éducatif sous-performant ne manquera pas d'avoir de sévères conséquences pour la prospérité future du pays. Les statistiques indiquent qu'à l'âge de quinze ans, un élève luxembourgeois moyen totalise 21 points de moins que la moyenne de l'OCDE en matière d'alphabétisation. Cela équivaut à une année complète d'enseignement. Cette situation représente non seulement un gaspillage en termes humains, mais aussi une perte de 0,3% du PIB²⁰.

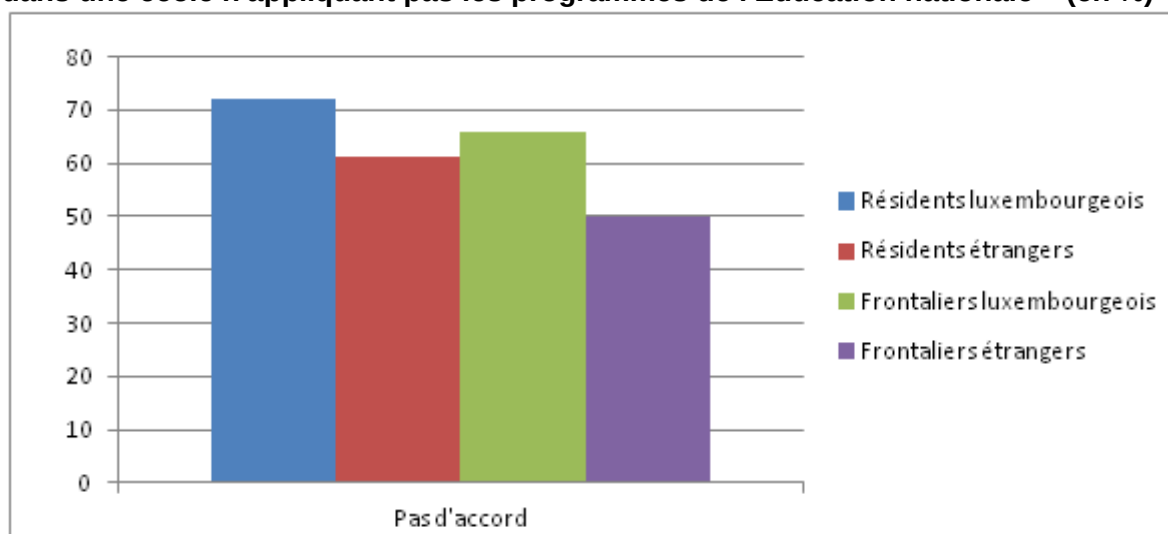
Système à deux vitesses

Moins de 50% des élèves à l'école fondamentale ont le luxembourgeois comme langue maternelle ce qui rend la scolarisation difficile pour les élèves étrangers à cause de l'enseignement en français, respectivement en allemand. L'enseignement luxembourgeois n'est donc pas adapté à la réalité multiculturelle du pays. Les enfants inscrits dans des écoles qui n'appliquent pas les programmes officiels (11% des élèves sont inscrits dans des écoles telles que l'Ecole internationale, l'Ecole européenne, l'Ecole française, etc.) sont deux à trois fois plus nombreux à poursuivre des études supérieures. Au Luxembourg, les écoles n'appliquant pas les programmes nationaux délivrent 26% de tous les diplômes de niveau secondaire non technique, de sorte que les 74% restants sont délivrés par des écoles appliquant les programmes nationaux.

Plus de la moitié de la population ne scolariserait pas ses enfants dans une école n'appliquant pas les programmes de l'Education nationale si elle avait le choix (voir graphique 10). *A contrario*, s'ils avaient le choix, 25% des résidents et 28% des frontaliers inscriraient leurs enfants dans des écoles n'appliquant pas les programmes de l'éducation nationale.

²⁰ Estimation basée sur le nombre d'étudiants au Luxembourg et les dépenses pour l'éducation par habitant.

Graphique 10: « Si j'avais le choix et si j'avais des enfants à scolariser, je les enverrais dans une école n'appliquant pas les programmes de l'Education nationale » (en %)



Source : TNS ILRES

Encadré 7: Commentaire de Prof. Dr. Rolf Tarrach

Prof. Dr. Rolf Tarrach, recteur de l'Université du Luxembourg, a saisi l'invitation des organisateurs de la conférence de lancement pour encourager les jeunes à oser davantage, à avoir le courage de sortir des sentiers battus et à quitter leur zone de confort. La formation des jeunes n'étant, selon M. Tarrach, pas apte à préparer les jeunes suffisamment pour le marché du travail de demain, il les a invités à réaliser leurs propres expériences en acceptant de relever les défis que l'avenir leur réserve.

Il s'est par ailleurs inquiété du faible niveau d'intensité de la recherche au Luxembourg et du « retour sur investissements » décevant des dépenses publiques dans le secteur de l'éducation. Les coûts de l'éducation ne seraient pas soutenables à long terme et le gouvernement devrait faire des efforts supplémentaires afin de rendre le système d'éducation publique plus performant. « *J'ai aussi l'impression qu'un des problèmes est justement que de nombreux jeunes luxembourgeois n'ont jamais rencontré de véritables difficultés dans leur vie* ». C'est avec ces mots controverses que le Professeur a invité les jeunes à faire face à l'inconnu, à explorer leur créativité et à approfondir leurs connaissances. (Conférence de lancement, 20 mars 2013)

2.2.10. Exclusion du marché du travail et chômage

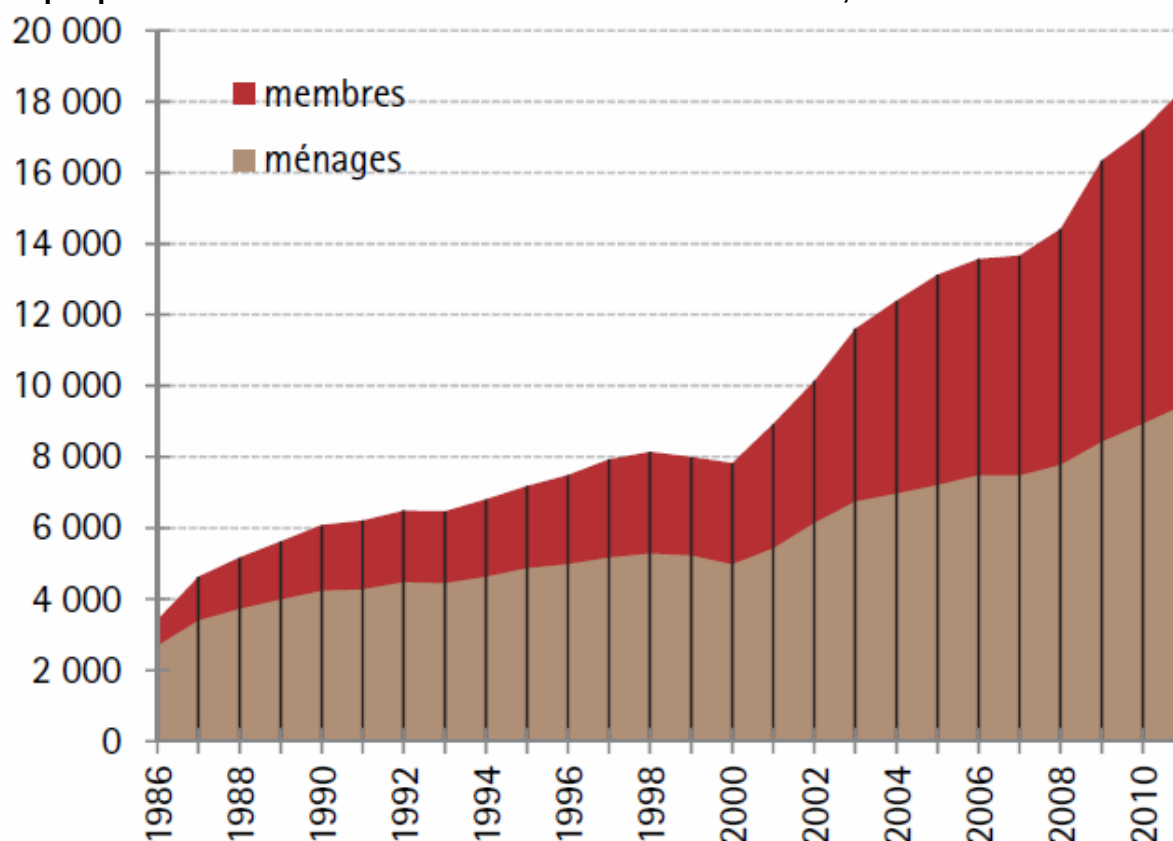
Le Luxembourg bénéficiait autrefois d'une situation du marché du travail proche du plein emploi, le taux de chômage se situant aux alentours de 2% à 3% entre 1983 et 2002. Mais depuis quelques années, nous devons faire face à un paradoxe : un niveau toujours relativement élevé de création d'emplois est simultanément associé à un accroissement du chômage. Alors que le taux de chômage a plus que doublé de 2,7% en 2002 à environ 6,9²¹% en 2013, le nombre d'emplois dans l'économie luxembourgeoise s'est parallèlement accru de plus de 40%. L'aggravation du chômage concerne particulièrement les jeunes

²¹ Adem, juin 2013.

travailleurs avec 19,7%²² des moins de 25 ans actuellement sans emploi. Près d'un cinquième des moins de 25 ans est au chômage.

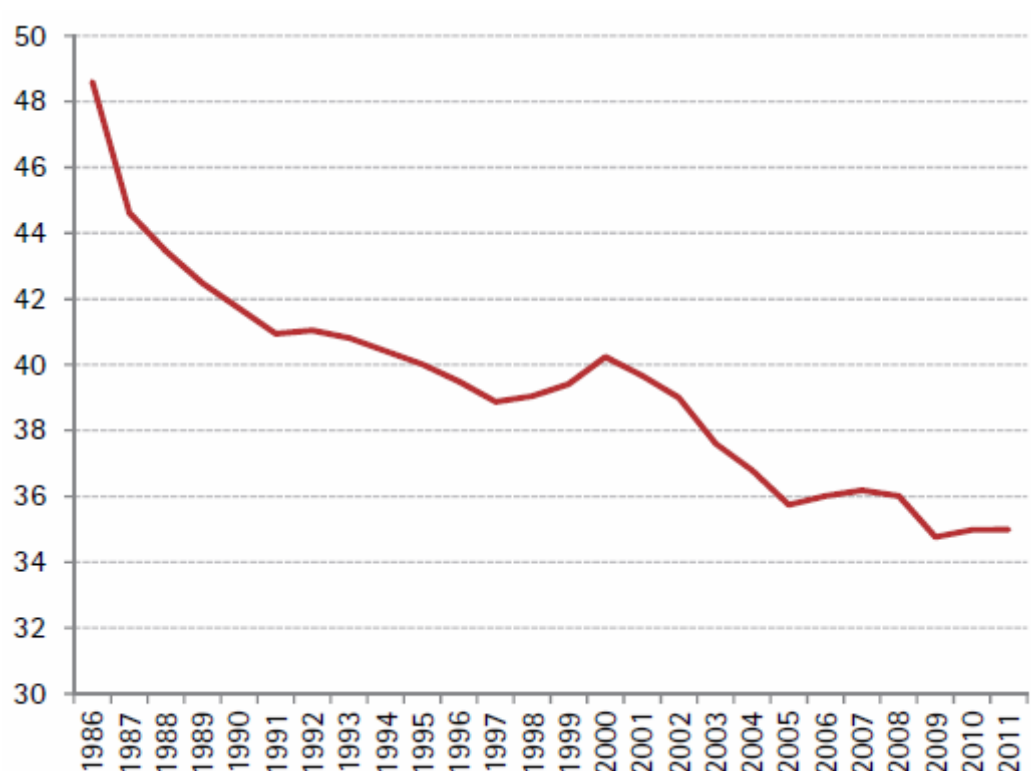
L'anonymat des statistiques dissimule des réalités humaines : augmentation des exclusions du marché du travail et risque accru de pauvreté. Les bénéficiaires du RMG sont passés de 9.000 à 18.000 au cours des dix dernières années (voir graphique 11), alors que des « mesures pour l'emploi » font que presque 5.000 travailleurs ne figurent pas dans les statistiques officielles du chômage. L'âge moyen de bénéficiaires du RMG a chuté de 48 à 35 ans en 20 ans, ce qui reflète l'inquiétante augmentation du chômage des jeunes (voir graphique 12). En outre, la crise impose un lourd tribut aux travailleurs frontaliers : 22.000 d'entre eux ont ainsi perdu leur emploi durant la seule année de crise 2009.

Graphique 11: Evolution du nombre de bénéficiaires du RMG, 1986-2011



Source : IGSS, SNAS

²² Eurostat, mars 2013.

Graphique 12: Evolution de l'âge moyen des bénéficiaires du RMG, 1986-2011

Source : IGSS, SNAS

2.2.11. Excellent système de soins de santé

Au Luxembourg, le système de soins de santé est généreux et peut être considéré comme de haute qualité. Il figure au 8^{ème} rang parmi les 33 pays européens repris dans l'Indice européen des consommateurs de soins de santé (IECSS), qui évalue 38 indicateurs dans diverses sous-disciplines. Celles-ci incluent notamment le droit des patients à l'information, les temps d'attente pour les traitements, les résultats, la gamme et l'ampleur des services fournis et les produits pharmaceutiques.

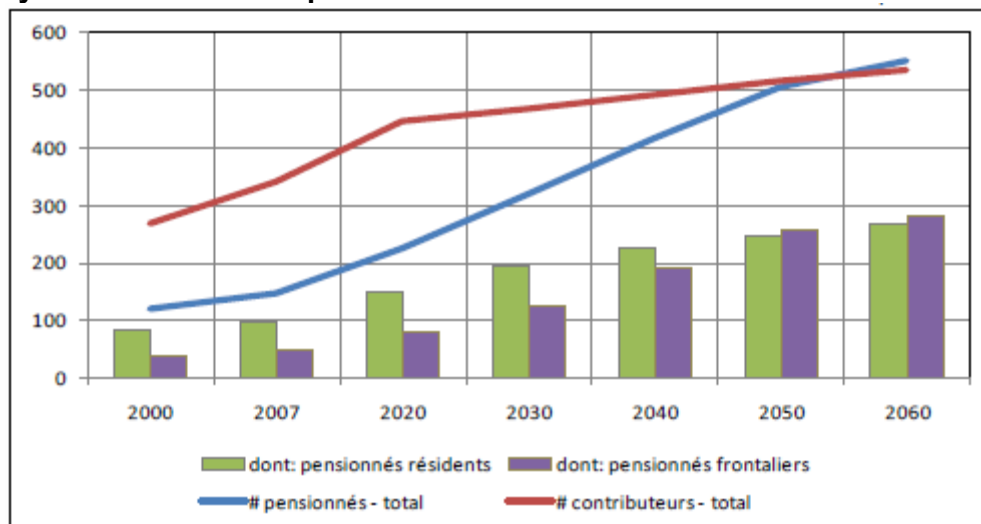
Grâce, en partie, à une population relativement jeune couverte par le système d'assurance, les dépenses en soins de santé atteignent des niveaux moyens en comparaison internationale (4.800 USD par habitant en 2009), tandis que les contributions publiques sont parmi les plus élevées au monde (4.040 USD par habitant en 2009). Néanmoins, le coût des soins de santé s'accroît plus rapidement que le PIB et cette tendance devrait se poursuivre dans les années à venir avec le vieillissement de la population.

2.2.12. Régime de retraite généreux

Signalons enfin que le régime général d'assurance pension luxembourgeois est l'un des plus généreux au monde. Il se caractérise par des niveaux de pensions élevés et un âge effectif de départ à la retraite précoce. Bien que ce système soit extrêmement charitable (le taux moyen de remplacement brut de la pension de vieillesse, c.-à-d. le niveau de la pension de retraite par rapport au revenu du travail, est de 90%, contre 42% en Allemagne et en Belgique, tout en bénéficiant d'ajustements automatiques supérieurs à l'inflation), le niveau de cotisation à la pension, par rapport à la masse salariale, est relativement faible, puisqu'il n'atteint que 24%. En raison du vieillissement de la population, la charge des pensions

augmente toutefois plus rapidement que le PIB (3,3%²³ d'accroissement de cette charge contre 2,6% de croissance du PIB). Le gonflement actuel de la charge des pensions exigerait une augmentation du PIB d'environ 4%²⁴ par an pour assurer la viabilité du régime jusqu'en 2030. Grâce au recours à des réserves considérables de quelque 11 milliards EUR, la viabilité du système devrait néanmoins être assurée à court terme. A long terme cependant, même avec une progression du PIB de 3%, le régime réformé de l'assurance pension déboucherait sur un déficit de l'ordre de 50% en 2060. Sur le graphique 13 il est apparent qu'en 2050 la situation sera insoutenable avec le système de retraites actuel, car le nombre de pensionnés au Luxembourg sera supérieur au nombre de contributeurs.

Graphique 13: Evolution du nombre de cotisants et de bénéficiaires au titre du système d'assurance pension



Source : Commission européenne – Série « European Economy 4/2010 » - « Pension schemes avec pension projection in the EU-27 Member States » ; calculs de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers

2.2.13. Situation financière toujours bonne, mais déséquilibre budgétaire croissant

En 2012, la dette publique du Luxembourg a atteint le sommet historique de 20,8% du PIB (voir graphique 14). Certes, dans ces temps de crise, il s'agit là du genre de problème que tout ministre des Finances européen rêve d'avoir...

Or, la situation budgétaire du Luxembourg devient de plus en plus problématique. Le budget de l'Administration centrale est déficitaire depuis 2002 (sauf en 2007), et les déficits engrangés au cours de ces deux dernières années sont les plus élevés de l'histoire et devraient perdurer. Les dépenses de l'Administration centrale progressent plus rapidement que le PIB, ce qui entraîne un gonflement de la dette publique à cause des recettes insuffisamment dynamiques. Même si l'augmentation du PIB nominal se poursuit (+18% entre 2007 et 2012), le pourcentage de la dette publique par rapport à celui-ci progresse

²³ Exposé des motifs du projet de loi portant réforme de l'assurance pension et modifiant le Code de la sécurité sociale ; la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ; le Code du travail.

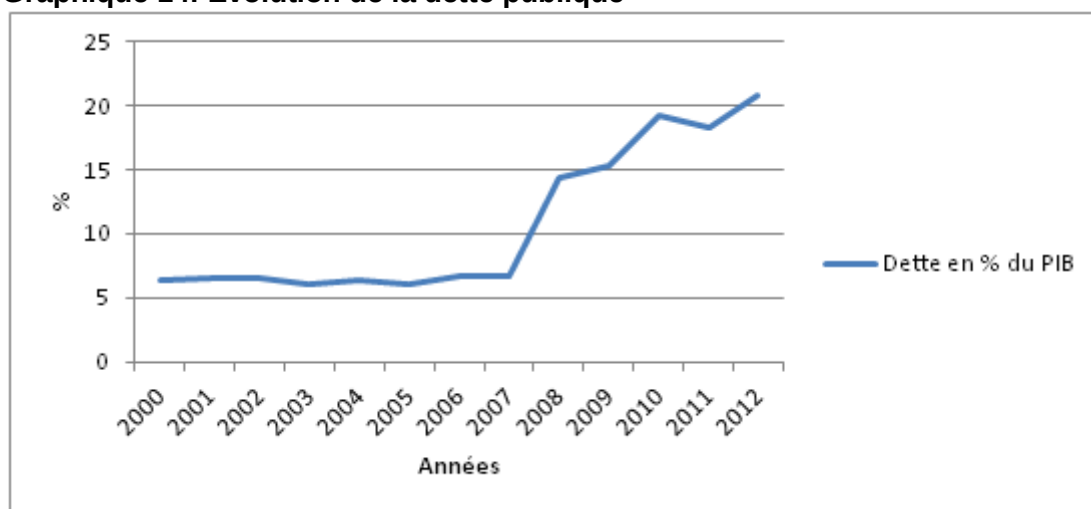
²⁴ Etude « Evaluation actuarielle et financière du régime général d'assurance pension » du Bureau international du travail (BIT), citée dans : « Viabilité à long terme du système de pension », Chambre des Salariés, 2010.

considérablement de 2007 à 2012 (+169% hors mesures de stabilisation dans le secteur public).

Le coût de la masse salariale dans la fonction publique par rapport au PIB demeure également élevé, comme d'ailleurs celui de l'évolution globale de la masse salariale du secteur public, surtout en comparaison avec les pays voisins.

Parallèlement, la manière dont le budget de l'Administration centrale est structuré, exposera le Luxembourg à un déséquilibre plus important dans les prochaines années : 10%, voire davantage, des recettes sont exposées à des risques directs (perspectives de recettes moindres dans le secteur financier, pour la TVA sur le commerce électronique, les accises sur le carburant, etc.), alors que de nombreux coûts paraissent incompressibles (salaires, transferts de sécurité sociale).

Graphique 14: Evolution de la dette publique



Source : STATEC

Malgré le niveau élevé des dépenses de l'Etat, celles-ci sont parfois perçues comme mal administrées, car environ 90% des résidents et frontaliers jugent que le Luxembourg pourrait par exemple effectuer davantage de projets infrastructurels en dépensant mieux. De même, le sondage indique qu'une réorganisation des transferts sociaux pourrait améliorer la situation sociale au Luxembourg selon l'avis de la population. En outre, 56% des résidents considèrent que la durée de réalisation des chantiers publics n'est pas satisfaisante. Enfin, 59% des résidents considèrent que le secteur public pourrait mieux fonctionner en sous-traitant certaines fonctions administratives non sensibles à des prestataires externes spécialisés.

Encadré 8: Commentaire de Mme Marie-Christine Mariani

Marie-Christine Mariani, cheffe d'entreprise et lauréate du prix «Woman Business Manager of the Year », s'est inquiétée de l'évolution des finances publiques, mais a encouragé en même temps le Luxembourg à développer ses atouts, tels le cadre fiscal compétitif, la stabilité économique ou les bons services administratifs.

Elle a fait appel au gouvernement d'agir comme le ferait une entreprise, à savoir en « bon père de famille », et de pérenniser les finances publiques. Au rythme actuel, l'entrepreneuse craint la perte de la note triple A (AAA) qui donne une crédibilité économique et politique à notre pays. Au-delà de la note attribuée au Luxembourg, la gestion des finances publiques est un véritable enjeu d'équité intergénérationnelle.

En vivant aujourd'hui au-dessus de nos moyens, non seulement les générations futures doivent payer la note mais elles disposeront par ailleurs d'une marge de manœuvre moins importante pour faire leurs propres choix politiques et pour financer leurs propres priorités. En tant que cheffe d'entreprise, elle rappelle qu'une entreprise doit être productive et créer des richesses pour pouvoir rembourser ses dettes. Bref, on ne peut pas dépenser à tort et à travers et redistribuer sans compter, mais limiter les coûts, prioriser et être visionnaire. (Conférence de lancement, 20 mars 2013)

2.2.14. Défis en matière d'innovation et d'entrepreneuriat

Encadré 9: Commentaire de M. Thibaut Britz

Selon **Thibaut Britz**, jeune fondateur d'une entreprise active dans les NTIC, les raisons du faible nombre d'entrepreneurs parmi les jeunes concernent la peur du changement, la peur de stigmatisation en cas d'échec, l'environnement économique qui s'est aggravé et les salaires élevés de la fonction publique très attractifs auprès des jeunes amenés à faire un choix professionnel. (Atelier thématique du 17 avril 2013)

Le Luxembourg est en manque d'entrepreneurs qui serait causé selon résidents et frontaliers principalement par l'absence d'esprit d'entreprise et de goût au risque (première raison invoquée par 33% des interrogés dans le cadre du sondage réalisé en amont du lancement de l'initiative 2030.lu) et puis par le manque de soutien de l'Etat, respectivement le problème des lourdeurs administratives sous-jacentes à la création d'entreprise (1^{ère} raison pour 28% des sondés).

2.2.15. Concentration de la productivité dans le secteur financier

L'exposition du pays au secteur tertiaire (essentiellement financier) continue de s'accroître et est exacerbée par la poursuite de l'effritement de la base industrielle. La contribution totale (directe et indirecte) du secteur financier atteint actuellement environ un tiers du PIB et sa contribution directe à la richesse produite s'est accrue de 6 points de pourcentage au cours

des quinze dernières années. Durant la même période, la contribution au PIB de l'industrie manufacturière est, quant à elle, passée de 19,2% en 1995 à 6,2% en 2012²⁵.

Si la productivité globale demeure élevée, la progression réelle de celle-ci est limitée et déséquilibrée. Le secteur financier représente le principal moteur de la productivité en raison de sa part croissante dans la composition sectorielle. Il est ainsi légitime de supposer que la productivité totale pourra encore être améliorée. L'amélioration de la productivité pourra (et devra) être mise à profit afin de conserver notre prospérité.

Tel est l'avis de la population, car résidents et frontaliers s'accordent sur le fait qu'à l'avenir la croissance économique proviendra avant tout de gains de productivité plutôt que d'une croissance quantitative de l'emploi. En effet, non moins de 69% des interrogés se prononcent de la sorte...

²⁵ Source: comptes nationaux (STATEC).

3. Le Luxembourg en 2030 : misons sur notre potentiel interne !

3.1. Note préliminaire au lecteur

Cette partie comporte un ensemble de digressions et de calculs effectués et conduits par l'équipe opérationnelle accompagnant le projet « 2030.lu - Ambition pour le futur ». Elle est à considérer comme un document de travail provisoire et elle ne représente pas la « position » officielle de 2030.lu ; les idées mises au point par cette initiative étant reproduites, *in extenso*, dans le document annexé à la présente analyse.

L'objectif de ce chapitre, largement orienté sur les considérations et tendances économiques et les ramifications sous-jacentes sur les sphères sociale et environnementale, se veut purement exploratoire. En partant du diagnostic exposé ci-dessus, ce chapitre souhaite contribuer à l'émergence d'une vision à l'horizon 2030 à laquelle les idées présentées dans le document annexé à la présente analyse pourraient fournir des jalons de réponse utiles.

3.2. Le Luxembourg à la croisée de chemins...

Les éléments du diagnostic présentés ci-dessus soulignent que le Luxembourg est arrivé à un moment décisif de son développement. Se cantonner au *statu quo* équivaldrait à prendre un risque considérable pour le bien-être des générations futures. Nous pouvons et nous devons faire mieux !

De quelle manière, dès lors, le développement social, économique et écologique peut-il être placé sur une trajectoire durable ? Existe-t-il des moyens de consolider l'actuel niveau de vie élevé au Luxembourg sans pour autant faire appel à toujours plus de ressources, qu'elles soient financières, énergétiques ou autres ? Comment pouvons-nous remédier à l'aggravation persistante du chômage qui, paradoxalement, va de pair avec une augmentation continue du nombre d'emplois disponibles ? Existe-t-il un moyen pour chacun d'entre nous d'agir aujourd'hui pour veiller à ce que les futures générations connaissent un niveau et une qualité de vie aussi élevés que les générations actuelles ?

Afin de répondre à ces questions, nous pensons que notre pays doit élaborer et débattre d'une véritable « Vision 2030 » portant justement sur la manière de transformer l'économie et la société afin d'être prêtes à relever les défis futurs. Pour entamer le processus, des centaines de citoyens ont collaboré ces derniers mois afin de parvenir à une compréhension commune de la forme que cette Vision pourrait adopter. Cette Vision pose les bases d'une future société luxembourgeoise se caractérisant notamment par :

1) « Une société ouverte et tournée vers l'avenir » qui rende possible :

- un système éducatif qui offre à tous les enfants de tous les milieux les mêmes chances de réussite ;
- un système de redistribution performant et juste, des transferts sociaux basés sur la situation financière et patrimoniale des ménages, assurant l'équité entre les générations et entre les catégories socio-professionnelles, tout en réduisant le risque d'exposition à la pauvreté ;
- une cohésion sociale évitant toute polarisation, offrant à tous ceux qui contribuent à la création des richesses économiques la possibilité de participer à la prise de décision sociétale et évitant l'exclusion du marché du travail.

2) « Une économie soutenable au service du pays et de ses habitants » rendant possible :

- un tissu économique diversifié, garantissant la durabilité et la capacité de résilience de l'appareil de production ;
- un niveau de vie durablement élevé tant du point de vue matériel qu'immatériel ;
- un Etat financièrement souverain et doté d'une force de frappe budgétaire saine et durable.

3) « Un territoire pensé pour les générations futures » permettant :

- une meilleure accessibilité au logement au Grand-Duché de Luxembourg ;
- un mode de vie et de travail soutenables du point de vue environnemental s'articulant autour de l'efficacité de l'utilisation des ressources et de la promotion des énergies renouvelables ;
- une infrastructure publique qui réponde aux besoins de la population, des frontaliers et des acteurs socio-économiques.

Notre pays étant arrivé à un moment décisif de son histoire, nous avons le choix entre miser notre avenir sur la tendance actuelle - avec toutes les réserves et défis mis en exergue au deuxième chapitre du présent document. Ou bien, nous pouvons emprunter une voie alternative. Mais à quoi ce voyage « alternatif » pourrait-il ressembler ? En quoi serait-il différent du mode de vie actuel ? Avant d'entamer le voyage, mettons-nous d'abord d'accord sur la destination que nous voulons atteindre en 2030. Comme nous l'avons avancé, idéalement, nous voulons préserver notre niveau de vie, ainsi que le système social sous-jacent. Parallèlement, tout ceci doit demeurer dans les limites de nos moyens et être écologiquement soutenable.

3.3. Utilisons les ressources et les forces du pays en faisant un peu mieux *partout* !

La croissance économique - un des principaux leviers de notre niveau de vie (matériel) actuel - n'est pas à considérer comme une fin en soi mais comme l'outil permettant de pérenniser notre modèle social, de dégager des marges budgétaires, d'atteindre l'équité intergénérationnelle et interprofessionnelle et de contribuer à la transformation de notre pays selon le *leitmotiv* de l'économie verte. Si la croissance était nulle voire négative à l'avenir, il est clair que l'ambition de nos politiques redistributive, salariale et sociale, d'investissement et de répartition devraient être adaptée en conséquence. Nos ambitions devraient, partant, être revues à la baisse.

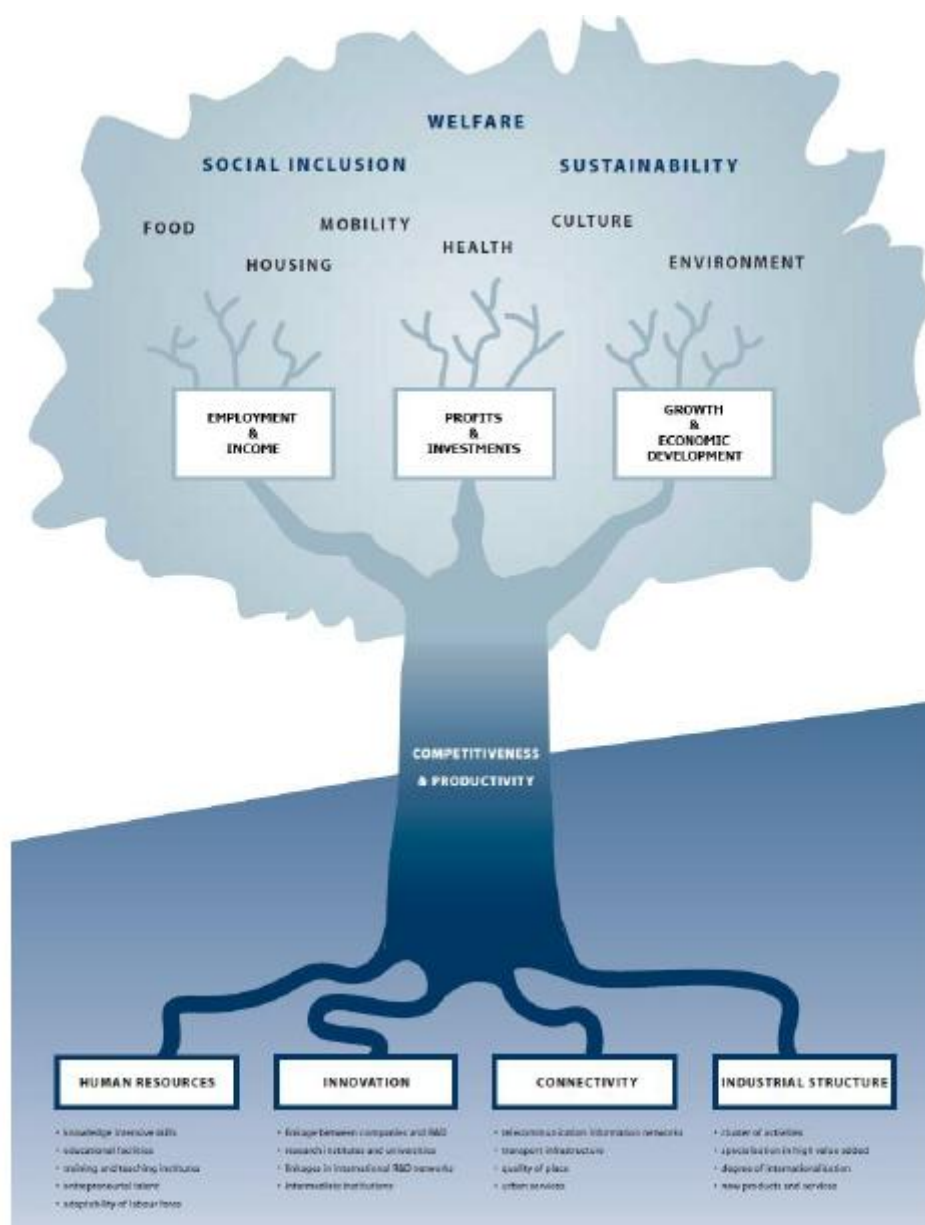
Afin d'atteindre, au contraire, nos objectifs ambitieux en matière de maintien du niveau de vie et de cohésion sociale, nous devrions, en premier lieu, œuvrer en faveur d'une **trajectoire de croissance** réaliste : la réalisation d'un taux de croissance du PIB d'environ 2,5% par an constituerait sans doute un scénario idéal en ce sens qu'il nous permettrait de dégager les ressources nécessaires et à la hauteur de nos ambitions ; des ressources permettant de continuer d'œuvrer en faveur d'un Etat providence digne de ce nom. Il faut rappeler qu'il s'agit de la moitié du taux de croissance d'avant-crise. De surcroît, dans un contexte de développement durable, la croissance future devra sans doute être soutenue par des facteurs différents de ceux du passé, et mettre l'inclusion, la durabilité et l'efficacité des ressources en son centre. En synthèse, le taux de croissance d'avant-crise paraît insoutenable même à court et à moyen terme. En outre, faut-il poser la question de l'origine de la croissance (historique et future).

L' « équation de création de richesses » ne se compose de trois éléments : le nombre de personnes contribuant à sa genèse, la productivité horaire - c'est-à-dire la capacité de transformer l'heure de travail en production de biens et services - et le nombre d'heures de travail prestées.

Historiquement, la croissance a été principalement tirée par de (très) nombreuses créations d'emplois ; la croissance a donc été extensive. A titre d'exemple, sur la période de 1995 à 2012, le PIB luxembourgeois a progressé de 80% en volume, c'est-à-dire après prise en compte de l'inflation. Pendant cette même période, l'emploi a augmenté de quelque 75%. La mise en relation de ces deux données clés illustre que la croissance a pu être réalisée avant tout grâce à une hausse continue du nombre d'emplois dans notre pays ; entraînant dans son sillage des pressions sur la cohésion sociale, les infrastructures, sur l'environnement et sur la consommation énergétique. Poursuivre sur la voie d'une croissance extensive suppose la création de 250.000 à 300.000 emplois à horizon 2030, ce qui est - faut-il le dire - irréaliste car de nature à mettre à mal la cohésion sociale et notre cadre de vie. Parallèlement, il ne nous semble pas qu'il faille, dans un contexte d'équilibre entre vie privée et professionnelle et de qualité de vie en général, augmenter la durée de travail hebdomadaire normale au-delà des 40 heures.

Ainsi, il ne reste plus qu'un facteur sur lequel travailler, outre la hausse du nombre d'emplois : la productivité, c'est-à-dire le rendement des ressources, quelles qu'elles soient, que nous investissons dans le circuit économique. L'encadré ci-après propose une introduction générale au thème de la productivité ; un concept, somme toute, tangible, transversal et sur lequel les pouvoirs publics peuvent agir. Il faut par ailleurs rappeler que, d'après le sondage représentatif mené par la Chambre de Commerce en amont du lancement de l'initiative 2030.lu, le thème de la productivité arrivait en 2^e place (après le thème des « logement à prix abordables ») dans la liste des points très importants pour l'évolution future du Luxembourg. Ce résultat, quelque peu étonnant, illustre sans doute une certaine prise de conscience dans le grand public que le niveau de vie ne saura être maintenu exclusivement en poursuivant sur la voie de la croissance extensive de l'emploi ; sous toile de fonds également du souhait exprimé, via le sondage, de ne pas vouloir dépasser un certain seuil de population (700.000 habitants, en l'occurrence, voir la partie 3.6.1. ci-dessous), ce qui pose une barrière quant à la croissance extensive.

Encadré 10: La productivité – un concept tangible et à notre portée



Source : Ecorys

(<http://english.ecorys.nl/images/dossierCompetitiveness/ecorys%20competitiveness%20tree.pdf>)

La productivité : un concept multidimensionnel et intégré

Que signifie productivité ? Il s'agit, à la base, du rapport entre les quantités produites et ce qui est utilisé pour la production. En des termes très simples, il s'agit de la mise en relation entre « ce qui sort » (d'un processus, d'une entreprise, d'une économie, d'un modèle social, d'un système d'enseignement, d'une politique de recherche-développement et d'innovation, etc.) et « ce qui entre » (machines, budget, ressources humaines, compétences, etc.) dans ce même processus.

Au niveau agrégé, et donc à l'échelle d'un pays ou d'une économie nationale, le concept de productivité peut être représenté sous forme d'un arbre. Chaque partie de l'arbre symbolise un aspect différent en lien avec la productivité ou la compétitivité, ces deux termes étant

interchangeables. Le tronc solide - la productivité- fournit des fruits qui sont en relation avec la qualité de la terre dans laquelle l'arbre est planté.

Cette terre est composée de beaucoup d'éléments. La formation et les qualifications des salariés et des entrepreneurs, la capacité d'innovation, les infrastructures de transport et de communication, le niveau de sécurité et la qualité de vie etc. Ces éléments nutritifs du sol affluent des racines vers le tronc. De son côté, le tronc cède la place aux branches : c'est par celles-ci que sont représentées, par exemple, le niveau d'emploi et les revenus du travail des employés et les marges d'exploitation des entreprises. Une autre branche importante représentée ci-dessus est celle du développement et de la croissance économiques.

Les branches, quant à elles, portent les fruits qui permettent, au final, à notre Etat providence et à la cohésion sociale d'exister. Mais aussi à la politique du logement, de la culture, de la santé, de la mobilité et de l'aménagement du territoire d'être financées grâce aux ressources générées par les entreprises et leurs salariés.

La productivité : des leviers à disposition des acteurs établis sur le territoire

En continuation de la métaphore de l'arbre, si les responsables politiques souhaitent rendre le pays plus « productif » ou plus « compétitif », ils devraient avant tout toucher aux concepts représentés par les racines : la qualification des ressources humaines, la qualité des infrastructures, la capacité d'innovation, etc.

La productivité est donc un concept parfaitement tangible. Il s'agit en effet d'utiliser l'ensemble de nos ressources de manière optimale. Avec la productivité, nous pourrions maintenir voire étendre les richesses matérielles du pays, sans pour autant exercer de pressions supplémentaires sur les ressources, les infrastructures et l'environnement.

« Plus à partir de moins » : sortir le meilleur des infrastructures, des matières premières, de l'énergie, de la matière grise... au profit des personnes qui travaillent et habitent au Grand-Duché... Ne pas considérer l'économie comme une fin en soi, mais bien comme condition pour récolter les fruits de l'arbre, voici l'enjeu.

Le lien entre la productivité et le niveau de vie (matériel)

Une productivité élevée a un impact direct sur le niveau de vie. Les importants écarts de richesse entre les pays sont essentiellement dus aux différents niveaux de productivité, c'est-à-dire la capacité de convertir les ressources du pays en une économie florissante. Un pays « compétitif » (c.à.d. productif) produit davantage de biens et de services, crée des emplois et génère d'importantes recettes fiscales. Une spirale vertueuse et une équation gagnante pour le salarié, l'entrepreneur et l'Etat (la collectivité).

Si, ainsi, la croissance future reposait en grande partie sur une plus grande productivité - une meilleure utilisation des ressources techniques, capitalistiques, humaines, infrastructurelles disponibles - il faudrait une création d'emplois nettement moins importante pour générer une même progression de la richesse produite, tandis que notre empreinte écologique serait allégée. A savoir que la création d'emplois demeurerait suffisante afin de résorber progressivement le chômage, pour autant que les profils et qualifications des demandeurs d'emploi se trouvent en congruence avec les besoins des créateurs d'emplois.

Si la productivité constituait ainsi le principal moteur de croissance, ne serait-il pas équitable que tous les secteurs, privé, public et parapublic, de l'économie contribuent, en fonction de leurs possibilités et moyens, à la faire progresser en améliorant leurs méthodes de travail ? Après tout, si la contribution de l'un des secteurs est insuffisante, tous les autres devraient démultiplier leurs efforts afin d'atteindre un objectif donné à l'échelle du pays.

Dans le contexte de l'origine de la croissance future, la question mérite d'être posée si la **population du Luxembourg en âge de travailler peut être le principal moteur de cette croissance**, en misant sur les importants atouts du pays ? Cela exigerait une participation accrue au marché du travail, qui pourrait toutefois être atteinte en recourant plus intensivement à l'expérience, à la fiabilité et aux connaissances des travailleurs seniors, en encourageant davantage de femmes à travailler, en gérant mieux la diversité en intégrant plus que par le passé les personnes à risques et les groupes vulnérables sur le marché du travail indigène, et en offrant des perspectives nouvelles aux jeunes travailleurs, tout en réduisant le chômage par une meilleure formation pour les résidents.

Il s'agit désormais de s'assurer que le fléau du chômage, et notamment le chômage des jeunes et des seniors, puisse être attaqué de front : en effet, notre pays ne devrait-il pas, tout d'abord, faire appel à ses propres ressources et donner une chance à l'ensemble des citoyens à s'investir dans l'économie et de contribuer, de la sorte, à la cohésion sociale et à la pérennisation de notre modèle de protection sociale ? L'idée qui consiste à mieux qualifier et à mieux former la population résidente pour qu'elle dispose de l'ensemble des compétences nécessaires afin d'occuper les postes disponibles, très souvent hautement qualifiés, est sans doute un enjeu phare à l'horizon 2030.

3.4. La productivité, principal moteur de la croissance

3.4.1. Un doublement de la productivité : utopie ou hypothèse de travail réaliste ?

Sur la période de 1995 à 2011, la productivité du travail - qui se définit comme la valeur ajoutée par heure travaillée - a progressé de 0,8% par an au Luxembourg, comparé à une moyenne de 1,5% dans l'OCDE, niveau qui a été atteint par ailleurs par deux de nos pays voisins, à savoir la France et l'Allemagne²⁶.

A l'avenir, serait-il possible de doubler ce chiffre et de le faire passer à 1,5% par an, en améliorant considérablement la manière dont nous travaillons ? Ce doublement permet de s'aligner sur la moyenne de l'OCDE mais, plus important encore, il permettrait d'atteindre, dans les faits, les hypothèses retenues par les auteurs de la réforme de l'assurance pension, entrée en vigueur début 2013.

Ainsi, pour atteindre les 2,5% de croissance par an d'ici 2030, 1,5% proviendraient d'un accroissement de la productivité, le reliquat seulement provenant d'une croissance de

²⁶ Source : OCDE. Table: "Labour productivity growth in the total economy" in: <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=LEVEL>. Données mises à jour au 16 juillet 2013.

l'emploi²⁷. La productivité contribuerait de la sorte à concurrence de 60% au relèvement du produit intérieur brut et donc à la création de richesses nouvelles pouvant faire l'objet d'une redistribution subséquente.

3.4.2. Stimuler la productivité dans tous les secteurs

Nous avons pu mettre en exergue que le Luxembourg se caractérise par des gains de productivité très faibles et, en tout état de cause, inférieurs à ceux nécessaires afin de pérenniser le système de protection sociale dans le contexte du vieillissement démographique. Qui plus est, et comme il ressort de l'encadré ci-après, la productivité luxembourgeoise est significativement influencée, voire biaisée, par l'importance du secteur financier dans le tissu économique.

Autrement dit, bien que le niveau absolu de productivité reste élevé au Luxembourg (PIB par heure travaillée de 78.200 USD en 2011 au Luxembourg, contre 44.600 USD en moyenne de l'OCDE et entre 55.000 et 60.000 USD pour la Belgique, la France et l'Allemagne²⁸), le niveau absolu est sensiblement tiré vers le haut par l'importance du secteur financier dans l'appareil de production luxembourgeois. Par ailleurs, l'évolution (cf. le taux de progression moyen sur la période 1995-2011 exposé ci-avant) se situe en deçà des tendances observées ailleurs.

²⁷ Il est à noter qu'une hypothèse de croissance totale de 2,5% l'an est inférieure à la prémisse retenue dans le cadre de la réforme de l'assurance pension, qui, quant à elle, table sur une croissance annuelle de 3%, dont 1,5% proviendrait de gains de productivité annuels et 1,5% proviendrait d'une croissance quantitative de l'emploi.

²⁸ Source : OCDE. Table "Labour productivity levels in the total economy" in: <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=LEVEL>. Données mises à jour au 16 juillet 2013.

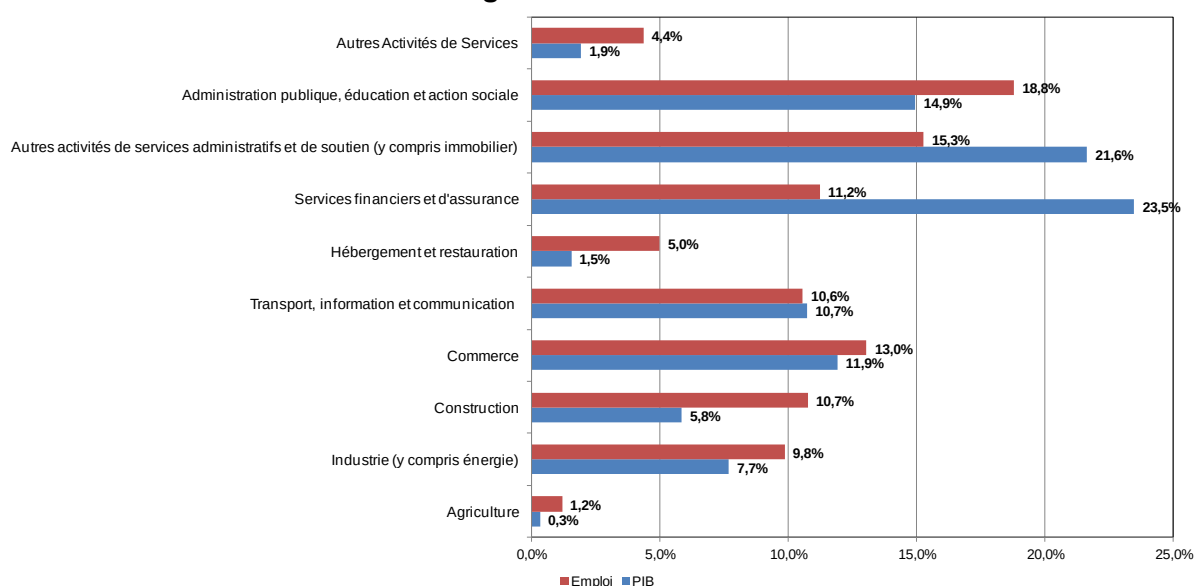
Encadré 11 : Contribution des gains de productivité et de la progression de l'emploi à la croissance

Les performances du Luxembourg, en termes de PIB généré par heure travaillée en 2011, atteignent un niveau 36% supérieur à la moyenne des 3 pays voisins²⁹. Ce résultat *a priori* réjouissant tient pour partie à l'importance du secteur financier et des assurances dans l'économie nationale.

En effet, les services financiers et d'assurance représentent 23,5% du PIB au Luxembourg, contre 5% en moyenne dans les 3 pays voisins. Or, le secteur financier et des assurances est particulièrement « productif », c'est-à-dire créateur de richesse par heure travaillée. Ainsi, au Luxembourg, il contribue à hauteur de 23,5% du PIB, en n'employant « que » 11,2% de la main d'œuvre totale. A titre d'exemple, le secteur de la construction avec 10,7% de la main d'œuvre, contribue à 5,8% du PIB.

De plus, au delà du PIB/emploi plus élevé au Luxembourg, qui est le reflet des spécificités de l'économie luxembourgeoise³⁰, la dynamique de la productivité est plus défavorable au Luxembourg que dans les pays voisins. Entre 1995 et 2011, la productivité³¹ n'a augmenté que de 0,8% au Luxembourg, contre 1,2% dans les 3 pays voisins (et 1,5% en moyenne dans la zone OCDE).

Graphique 15 : Contribution à l'emploi et à la valeur ajoutée brute de différents secteurs de l'économie luxembourgeoise



Source : Comptabilité nationale, données du 3 juin 2013

Outre l'importante distorsion quant au niveau de productivité total mis en exergue ci-avant, il peut être constaté, à la lecture des statistiques portant sur la productivité, que la croissance économique, en tant que telle, observée au Luxembourg aura été plus extensive (basée sur la création d'emplois) qu'intensive (basée sur des gains de productivité).

Entre 2002 et 2007, la production par heure travaillée a augmenté de 10%. En même temps, l'emploi a progressé de près de 17%. Cette divergence s'est accrue depuis 2007 (baisse de

²⁹ Sachant par ailleurs que le niveau des prix est de quelque 15% supérieur au Luxembourg par rapport à la moyenne des pays limitrophes, l'avantage luxembourgeois se réduit significativement.

³⁰ Importance du secteur financier, recours aux travailleurs frontaliers.

³¹ Mesurée par le PIB/nombre d'heures travaillées.

la productivité et hausse continue de l'emploi). Cette situation résulte notamment d'un « *labour hoarding* », d'un maintien dans l'activité des salariés suite à la baisse du niveau d'activité des entreprises.

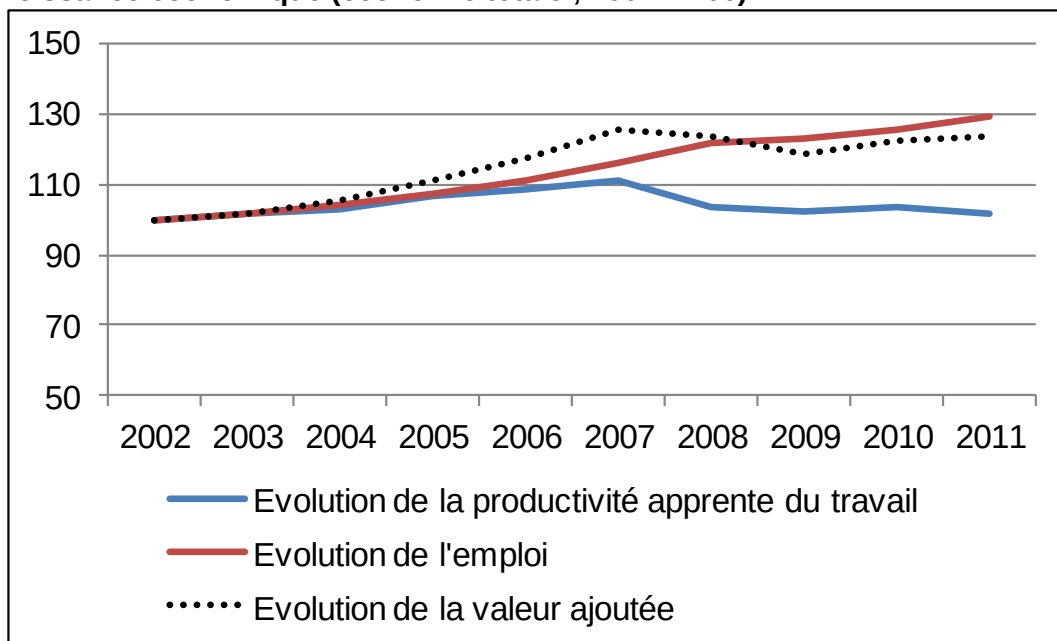
Sur longue période (2002-2011), la productivité n'a quasiment pas augmenté (+1,5%) tandis que dans le même temps, l'emploi progressait de près de 30%.

Cette situation pose la question de la soutenabilité du modèle de croissance luxembourgeois et avec elle les questions connexes des coûts futurs de cette croissance passée (retraites, dépendance, empreinte écologique, consommation foncière, congestion des infrastructures de transport, cohésion sociale, etc.).

Parmi les mesures de correction envisageables, il peut y avoir des réformes du marché du travail (flexibilité, formation) et du marché des biens (rendre plus concurrentiel le marché des biens permettrait ainsi l'entrée de nouveaux acteurs performants et innovants) et des incitations à l'investissement (R&D, TIC, nouvelles technologies, etc.) de manière à augmenter la productivité.

Par ailleurs, l'évolution emploi/productivité étant particulièrement contrastée suivant les secteurs, des politiques ciblées (sectorielles) peuvent en conséquence s'avérer nécessaires : montée en gamme dans l'industrie, services sophistiqués dans la finance afin de conserver une position dominante, flexibilisation/négociation salariale en fonction de la productivité par branche, etc.

Graphique 16 : Contribution des gains de productivité et de la progression de l'emploi à la croissance économique (économie totale ; 2002 = 100)



Source : Comptabilité nationale, données du 3 juin 2013

Pour améliorer la productivité au niveau de l'économie, le Luxembourg ne devrait pas s'appuyer sur « l'effet de mix sectoriel » car il semble peu probable qu'un autre « boom » financier survienne dans un avenir prévisible et puisse alimenter, comme par le passé, les performances luxembourgeoises en matière de productivité.

Cela signifie que tous les secteurs devraient contribuer à l'amélioration de la productivité en démultipliant leurs efforts. Le rôle majeur que joue le secteur financier dans l'économie actuelle du Grand-Duché en fait toutefois toujours une composante essentielle de la future progression de la productivité. Or, à supposer que ce secteur financier ne soit plus en mesure d'améliorer ou de maintenir son niveau de croissance historique, d'autres secteurs devront apporter une contribution nettement plus importante. Afin d'illustrer ce propos et en supposant que les gains de productivité dans le secteur financier atteindraient seulement la moitié du taux de progression historique pré-crise, le gain absolu de 1,5% en termes de productivité à l'échelle de l'économie ne pourrait être réalisé que pour autant que l'ensemble des autres secteurs doublent leurs performances respectives.

Dans le secteur public par exemple, les gains de productivité enregistrés par le passé et exprimés par le nombre de fonctionnaires rapporté au nombre total de travailleurs n'ont atteint que 0,4% seulement par an. En raison de l'importance actuelle du secteur public dans l'économie et du principe de partage de la charge entre tous les secteurs, serait-il envisageable de porter désormais ce gain d'efficience à environ 1% par an ? Oui, ceci paraît possible. Ce scénario serait accompagné d'une augmentation du nombre de fonctionnaires de l'ordre de 3.000 unités dans les deux décennies, avec le maintien concomitant d'un même niveau de service.

3.5. Création d'emplois et développement sectoriel

3.5.1. 75.000 nouveaux emplois d'ici 2030

Pour préserver la création de richesses, l'augmentation de la productivité devra s'accompagner d'une création d'emplois dans tous les secteurs, bien que nous considérons que la contribution de celle-ci doit être moins grande que par le passé étant donné la quote-part plus importante qu'apporterait la productivité. Plus spécifiquement, pour atteindre l'objectif fixé par la « Vision 2030 » d'une croissance du PIB de 2,5% par an, quelque 75.000 nouveaux emplois devraient être créés à l'horizon 2030 si l'on admet que la progression de l'emploi y contribue à concurrence de 1% l'an. La question qui se pose est celle de savoir dans quels secteurs ces emplois pourront être créés et qui seraient ceux qui les occuperaient ?

Pour donner une idée de ce que ce chiffre représente, il faut savoir qu'entre 2002 et 2012 le nombre de travailleurs (emploi intérieur) au Grand-Duché est passé de 287.400 à 379.000 unités, soit une progression cumulée de +32%, respectivement +3,2% ou +9.200 postes l'an.

Sur les 91.600 nouveaux emplois ainsi créés, seuls 40% ont été occupés par des résidents. Ensemble, les trois secteurs de l'Administration publique, des services sociaux et des soins de santé se sont adjugés 25% (23.200 postes) de cette augmentation, contre 16% (14.700 postes) pour les services marchands et l'immobilier, 12% (10.600 postes) pour la construction et 10% (9.200 postes) pour les services financiers. L'emploi dans l'industrie manufacturière a, quant à lui, baissé de 1% (-900 postes), le nombre de postes dans le commerce ayant progressé de 9,4% (8.600 postes). Le secteur des technologies de l'information et de la communication est un secteur en croissance rapide, avec la création d'un total de 3.000 emplois au cours de la même période.

3.5.2. Poursuite de la diversification du secteur financier

Comme nous ne pourrions miser sur des taux de croissance similaires à l'avenir, une « Vision 2030 » doit, en termes d'emploi, miser sur des hypothèses plus prudentes, propres à chaque secteur.

En premier lieu, nous faisons l'hypothèse que le secteur financier ne pourra pas maintenir son niveau de croissance historique.

Nos projections tablent sur le fait que le secteur financier soit tout de même en mesure d'enregistrer une croissance de l'emploi de 0,6% par an (contre 2,4% en moyenne sur la période de 2002 à 2012), ce qui suppose la création d'environ 5.000 nouveaux postes à l'horizon 2030, contre 9.200 nouveaux emplois générés, par exemple, entre 2002 et 2012. Ce scénario présuppose un dénouement bénin de la crise financière et part du principe que la Place financière pourra, dans une perspective post-2015, diversifier ses produits ainsi que sa couverture géographique afin d'exploiter le potentiel de croissance de l'économie mondiale et en particulier des marchés émergents.

3.5.3. Rationalisation de la croissance dans d'autres secteurs

En ce qui concerne le secteur industriel, l'environnement compétitif au Luxembourg ne semble pas particulièrement propice à son développement, en termes quantitatifs tout au moins. Ceci aura probablement pour conséquence qu'au cours des prochaines décennies, le nombre net d'emplois industriels pourrait diminuer au lieu d'augmenter, à l'instar de la tendance observée entre 2002 et 2012. Une diminution annuelle de -0,3% (identique au trend observé entre 2002 et 2012) se traduirait par une perte de 1.700 emplois d'ici à 2030.

En ce qui concerne le secteur public, viser une croissance annuelle de la productivité de 1%, tout en préservant l'ensemble des services rendus, exigera la création de 3.000 nouveaux postes dans l'Administration publique, les services sociaux et les soins de santé au cours des vingt prochaines années. Ces secteurs présentent des caractéristiques différentes, et doivent donc être traités séparément en raison de leurs particularités spécifiques. C'est ainsi, par exemple, qu'en matière de fonctions régaliennes - telles que la justice, la police, l'armée - le nombre d'emplois pourra demeurer stable ou continuer à progresser parallèlement à l'accroissement de la population, tandis que dans d'autres secteurs - tels que les services et l'administration - l'efficiencia et les efforts d'optimisation pourraient entraîner des pertes nettes d'emplois.

3.5.4. Poursuite de la diversification économique

3.5.4.1. Introduction

La diversification de l'appareil de production doit guider les initiatives en matière de développement économique. Elle répond au souci de maintenir, voire d'élargir la base productive de la structure économique luxembourgeoise pour renforcer son potentiel de création de valeur ajoutée. Cet objectif découle du constat qu'une structure économique hétérogène marquée par une multitude d'acteurs économiques de toutes tailles et de tous secteurs, intégrés dans le tissu économique de l'Union européenne, est *a priori* plus résistante à des chocs extérieurs et moins exposée à des aléas sectoriels qu'une économie caractérisée par une structure monolithique ou dominée par un nombre très restreint de secteurs.

Il s'en suit qu'il est nécessaire de développer les domaines d'activités à forte croissance future, notamment les domaines de la biotechnologie, des écotechnologies, de la logistique, du commerce, du tourisme, des TIC, de l'audiovisuel et des services. Ces secteurs porteurs

se distinguent par un dynamisme considérable, contribuant par la même occasion à une intensification des relations commerciales avec l'étranger.

3.5.4.2. TIC, secteur clé du développement futur

Bien qu'encore relativement modeste en termes de contribution aux équilibres macroéconomiques, le secteur des TIC se trouve en plein essor et pourrait jouer un rôle crucial dans le développement économique futur du Luxembourg. De solides pôles technologiques (clusters) existent déjà et attirent, grâce à un environnement propice, tant des sociétés multinationales que des ressources humaines talentueuses. Le secteur des TIC est aussi un vecteur de croissance important pour d'autres activités, telles que la logistique ou le secteur financier.

Qui plus est, le Luxembourg dispose d'une infrastructure ultramoderne, telle que les réseaux à haut débit par fibre optique, qui offre un avantage concurrentiel à de nombreuses activités associées aux TIC, comme l'informatique dématérialisée (*cloud computing*). A l'avenir, ce secteur devrait mettre pleinement à profit la demande en TIC du secteur financier luxembourgeois et s'appuyer sur les synergies disponibles, tout en tirant parti de l'existence d'une solide plate-forme de commerce électronique et de l'industrie du jeu. Si le développement de ces facteurs accélère la croissance du secteur et lui fait franchir le cap historique de 375 nouveaux emplois par an pour le porter à 600, 12.000 nouveaux postes pourraient être créés d'ici à 2030.

3.5.4.3. Nouveaux emplois dans la construction

Le secteur de la construction est susceptible de demeurer en première ligne en matière de création d'emplois. L'accroissement de la population et du nombre de migrants renforcera le besoin en infrastructures nouvelles, engendrant une demande supplémentaire non seulement de nouvelles constructions, mais aussi de rénovation d'immeubles et d'équipements plus anciens, et cela dans les domaines du transport, du logement et des édifices publics tels que les écoles.

Signalons en outre que la transition vers une économie plus verte encouragera également les investissements, par exemple sur le plan de l'amélioration de l'efficacité énergétique. Ces investissements non seulement stimuleront la demande dans le secteur de la construction, mais contribueront de surcroît à la productivité des ressources de l'économie.

3.5.4.4. Développement de nouvelles niches dans le secteur des services

Associé au vieillissement de la population, le niveau élevé du pouvoir d'achat des particuliers au Luxembourg crée une plate-forme idéale pour la poursuite de la croissance des services. Ce secteur pourrait sans doute être davantage développé qu'il ne l'est actuellement. En plus des services traditionnels, il pourrait inclure, par exemple, des services médicaux spécialisés répondant à des besoins particuliers, le bien-être et la beauté, des services ciblés sur la population vieillissante et également des services accrus pour les enfants, voire même pour les animaux.

Certains des services à valeur ajoutée élevée ciblant les particuliers pourraient également être renforcés par des partenariats avec des banques privées. Le tourisme de qualité et de congrès pourrait représenter, lui aussi, un autre débouché doté d'un potentiel de croissance important. Au total, le secteur des services devrait bénéficier d'un soutien actif par le biais de programmes visant à promouvoir une plus grande sensibilisation à l'esprit d'entreprise dans le secteur. Le déploiement des activités de services sur le sol luxembourgeois pourrait par ailleurs mobiliser un vivier de main-d'œuvre latente parmi les résidents.

3.5.4.5. Soutenir le développement du commerce luxembourgeois

De nombreux facteurs pèsent sur le dynamisme du secteur du commerce, le premier étant l'augmentation des dépenses « contraintes » des ménages. Les frais liés au logement, dont le coût de l'énergie et diverses taxes communales, amputent une part toujours plus importante du budget des ménages. Une deuxième tendance concerne les modes de consommation qui, indépendamment d'une reprise de la conjoncture, reflètent un changement des valeurs dans nos sociétés. Enfin, le poids du commerce en ligne continuera sans doute d'augmenter d'une manière spectaculaire dans les années à venir et enlèvera des parts de marché substantielles aux canaux de distribution traditionnels.

Pour soutenir le développement du commerce luxembourgeois, le « cocktail » de mesures à mettre en œuvre touche tant à la psychologie de l'individu qu'à des défis d'ordre structurel, dont la baisse des coûts au logement et le développement des TIC dans le commerce. Une attention particulière doit revenir au potentiel du pouvoir d'achat dans la Grande Région. Les résultats du programme « Luxembourg, Pôle de Commerce de la Grande Région » montrent qu'une politique de marketing professionnelle pour l'ensemble du secteur porte ses fruits et doit être intensifiée.

3.6. Développement du marché du travail

3.6.1. Introduction

Traditionnellement, la croissance économique a été soutenue par un taux élevé de création d'emplois, lui-même soutenu par une forte croissance du nombre de frontaliers (progression de +4,6% par an sur la période comprise entre le 1^{er} trimestre 2005 et le premier trimestre 2013) et de migrants (+3,5%) pour occuper ces postes. Le rythme de progression de la main-d'œuvre de nationalité luxembourgeoise s'est établi, en revanche, qu'à 1,4% par an.

A l'avenir toutefois, et conformément à la meilleure utilisation des talents disponibles localement afin de concourir à la productivité, le Luxembourg ne devrait-il pas s'appuyer davantage sur la main-d'œuvre locale pour alimenter la croissance, en d'autres termes utiliser mieux ses ressources endogènes ? Il importe de rappeler dans ce contexte qu'en vertu du sondage mené par la Chambre de Commerce en amont du lancement de l'initiative 2030.lu (voir chapitre 2 du présent document), pour les trois quarts de la population, le fait de dépasser le seuil des 700.000 habitants est « inacceptable ». Ce constat pose une limite quant aux possibilités de croissance extensive et démographique du Luxembourg.

En d'autres termes, au lieu de continuer à accroître le nombre de frontaliers et d'immigrants à un rythme record - ce qui, indépendamment de la réserve exprimée par les citoyens, pourrait ne plus s'avérer envisageable à long terme pour des différentes raisons telles que l'épuisement du bassin d'emploi de la Grande Région, les risques pesant sur la cohésion sociale et les pressions sur l'environnement et les infrastructures qui en résultent - ne serait-il pas possible d'augmenter la participation du marché local de l'emploi, actuellement de 71% pour la porter à 73% en 2020 (soit l'objectif fixé par le gouvernement luxembourgeois dans le cadre de la politique Europe 2020), voire à 75% en 2030, et maintenir la croissance du nombre de travailleurs frontaliers et d'immigrants à un niveau plus modéré ?

3.6.2. Encourager l'inclusion sur le marché de l'emploi

Si la participation des femmes au marché de l'emploi pouvait augmenter de l'ordre de 3% d'ici 2030 (soit de 64% à 67%³²), cela générerait environ 5.500 postes de travail occupés par des femmes résidentes. Même si cet objectif peut paraître ambitieux, le taux de croissance serait en réalité moindre (de 0,33% par an) qu'au cours de ces dernières années.

De même, l'augmentation de deux ans de l'âge effectif de la retraite au cours des deux prochaines décennies permettrait de comprimer la charge des pensions d'environ 1% du PIB et se traduirait par la disponibilité de 16.000 travailleurs supplémentaires à l'horizon 2030. Cette situation continuerait à évoluer avec l'augmentation de l'espérance de vie (qui devrait progresser de quatre ans au cours des deux prochaines décennies, dont la moitié seulement serait passée au travail) et entraînerait en outre une plus grande équité entre les générations en termes de prestations d'assurance pension.

Enfin, serait-il possible de réduire le taux de chômage et en particulier le chômage des jeunes ? A partir d'un constat prudent, nous estimons que le taux de chômage actuel de 6,9% ne baissera que lentement au fil du temps, étant donné que la transition vers une économie de la connaissance entraîne également des défis structurels sur le marché du travail. Indépendamment de cette hypothèse conservatrice notre objectif devrait évidemment être celui de réduire le taux de chômage global, par le biais d'un meilleur système éducatif et de l'apprentissage tout au long de la vie et d'une réelle volonté d'aider les personnes moins qualifiées à accéder au marché du travail.

3.7. Evolution démographique et besoins en infrastructures

Encadré 12: Commentaire de M. Nico Steinmetz

La population du Luxembourg a connu une croissance importante ces dernières années, générant des défis considérables au niveau des infrastructures routières et urbaines. **Nico Steinmetz**, architecte, a évoqué lors de son intervention à la conférence de lancement les démarches à prendre afin de faire face aux exigences liées à l'expansion infrastructurelle. D'un point de vue administratif, les lenteurs procédurales des autorités publiques seraient inquiétantes et une réforme serait nécessaire pour accélérer les démarches administratives et faciliter la planification urbaine. Il est évident que ces nouvelles exigences auront un impact notable sur l'environnement. Nico Steinmetz fait appel de répondre aux besoins émergents d'une façon plus réfléchie. En moyenne, la durée de vie d'un bâtiment ne surpasse guère les 30 ans. Ainsi, il faut encourager les constructions durables permettant de réduire les déchets de construction et la consommation énergétique. De même, l'architecte s'est fait l'avocat d'une vie urbaine moderne, qui permet de faire des économies d'échelle importantes, tant au niveau écologique qu'économique. Il a également souligné le rôle important que la vie urbaine peut jouer dans le renforcement de la cohésion sociale. Le défi serait maintenant de rendre la vie urbaine plus attrayante pour les résidents. (Conférence de lancement, 20 mars 2013)

³² Source : Programme national de réforme du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre du semestre européen 2013.

Sur la période comprise entre 2002 et 2012, le nombre de résidents étrangers a progressé de 3,3% l'an, soit quelque 6.200 personnes par année. Même si, sous toile de fonds de stagnation économique et d'un accent particulier à mettre sur l'utilisation des ressources humaines endogènes, ce taux baisserait significativement pour atteindre, par exemple, 1% l'an d'ici 2030, 44.400 migrants additionnels seraient accueillis au Luxembourg.

Si, parallèlement, la population de nationalité luxembourgeoise continuerait de croître au rythme actuel (+0,65% l'an sur la période de 2002 à 2012), le nombre de Luxembourgeois augmenterait de quelque 34.700 unités. La population, sur base des hypothèses développées ci-avant, pourrait donc augmenter de 79.100 unités pour atteindre 616.100 habitants (contre 537.000 au 1^{er} janvier 2013). La quote-part de la population étrangère atteindrait quelque 46% dans ce cas de figure.

Sans même prendre en considération une progression parallèle du nombre de frontaliers, ces estimations approximatives impliquent qu'une nouvelle ville de la taille de celle de Luxembourg (ou 45.000 à 50.000 nouveaux logements) serait nécessaire pour accueillir ces nouveaux habitants.

De plus, pour permettre à plusieurs dizaines de milliers de travailleurs frontaliers supplémentaires de circuler quotidiennement au Luxembourg, la capacité de transport devrait s'accroître de manière significative, ne serait-ce qu'afin de conserver les temps de déplacement actuels et de contenir le niveau d'engorgement de la circulation.

Il est évident que les exigences liées à l'expansion démographique et à l'accroissement du nombre de frontaliers doivent se refléter dans la future stratégie d'infrastructures nationales qui, elle aussi, doit suivre le *leitmotiv* : « faisons mieux avec moins ».

3.8. Sécurité sociale et transferts sociaux

Intéressons-nous enfin à ce qu'implique le développement durable en termes de rémunérations, de retraites et d'avantages sociaux.

En premier lieu, il semble équitable de considérer que la prospérité doit récompenser ceux qui sont à son origine. Si tel est le cas, l'augmentation des rémunérations devrait suivre celle de la productivité, soit progresser de 1,5% par an en termes réels en moyenne nationale, avec des écarts sectoriels à la clef. Il s'en suivrait, dans ces hypothèses, une progression de quelque 30% des salaires d'ici 2030.

Ensuite, il est manifeste que la charge des retraites, qui progresse plus rapidement que le PIB, deviendra financièrement insoutenable à long terme étant donné la prémisse de croissance perpétuelle de l'emploi qui sous-tend le système. Cela se résume à la question de savoir si les retraités actuels doivent bénéficier d'un niveau de pension supérieur au détriment des futures générations ou si une modification graduelle doit être entamée dès à présent. Pourquoi ne pas adhérer à la notion d'un « contrat intergénérationnel » et d'une distribution plus équitable des richesses entre les générations ? Plus concrètement, étant donné que le régime de retraite (même réformé) est compromis, ne serait-il pas possible d'envisager un maintien de la stabilité au niveau actuel du pouvoir d'achat des pensions les plus modestes dans les années à venir afin de garantir un niveau de vie décent à leurs bénéficiaires et de limiter la réduction des prestations, le cas échéant, aux seules pensions élevées ?

Enfin, le vieillissement de la population entraînera également une augmentation du coût des soins de santé. Comme le budget est très sensible à des différences mineures de l'évolution des coûts des soins de santé, gériatriques et de dépendance des personnes âgées, la

maîtrise de ces coûts représente un facteur essentiel pour parvenir à la viabilité future des finances publiques. Sur base des décomptes de l'assurance maladie-maternité effectués par la CNS, le total des dépenses actées en matière de frais pour soins de santé a progressé de 80% entre 2002 et 2012³³. La hausse démographique, ainsi que celle du nombre de frontaliers ne saurait expliquer cette hausse qu'en partie.

Si la progression du coût moyen des soins de santé pourrait être limitée à 1,5% par an, en dépit du vieillissement de la population, cela représenterait environ 660 millions d'euros d'économies à l'horizon 2030 (PPA de 2010). Il serait possible d'y parvenir par une mise en œuvre intégrale des récentes réformes adoptées pour le secteur des soins de santé, aux termes desquelles toutes les parties impliquées bénéficieraient d'incitatifs pour réduire les coûts.

Cette ambition repose sur l'hypothèse que toutes les parties impliquées apporteront leur contribution en vue d'un développement durable. Cela exigera beaucoup de courage de la part des décideurs, ainsi qu'un effort majeur de nous tous.

3.9. Prudence budgétaire

3.9.1. Un excédent de 1% pour rétablir l'équité intergénérationnelle

Etant donné les prémisses du contrat intergénérationnel, le Luxembourg ne devrait-il pas développer des marges de manœuvres financières lui permettant de réduire son niveau d'endettement d'ici 2030, p.ex. en réduisant le fardeau de la dette à environ 10% en 2030 ; ce qui équivaldrait la réalisation d'excédents structurels d'environ 1% l'an ?

3.9.2. Une contribution individuelle au rétablissement somme toute modérée

Les dépenses publiques consolidées (Etat, communes, sécurité sociale) s'élèvent actuellement à quelque 43% de la richesse créée, c'est-à-dire 43% relativement au PIB. Une réduction graduelle pour atteindre, par exemple, une quote-part de 38% permettrait de générer des économies de l'ordre de 2,2 milliards EUR en termes des ordres de grandeurs atteints aujourd'hui (dépenses publiques consolidées s'élevant 19 milliards pour un PIB en valeur de 44,4 milliards EUR en 2012). En d'autres termes, si le poids de dépenses publiques pouvait baisser de 13% entre 2013 et 2030, soit 0,7% l'an (140 millions EUR), l'Administration publique luxembourgeoise pourrait effectivement renouer avec un excédent de 1,1% à l'horizon 2030 (sous l'hypothèse que le rythme de progression des recettes atteigne 1% l'an).

Si une réduction de 13% des dépenses publiques paraît importante, ce constat n'est-il pas quelque peu à relativiser en considérant qu'en 2011³⁴, les dépenses des Administrations publiques (Etat, communes, sécurité sociale) sont très élevées au Luxembourg à 34.400 EUR par habitant (26.000 EUR en y incluant les frontaliers) contre 14.000 EUR dans la zone euro en moyenne en 2011 (et 18.000 EUR en Belgique, 17.200 EUR en France et 14.400 en Allemagne)?

En d'autres termes, sur une période de 18 ans (2013 à 2030), et afin de renouer avec un excédent de 1,1% l'an en 2030, il conviendrait de réduire l'ensemble des dépenses

³³ Source :

http://www.isog.public.lu/gbe/ergebnisse.prc_tab?fid=16147&suchstring=&query_id=&sprache=D&fund_typ=TXT&methode=&vt=&verwandte=1&page_ret=0&seite=1&p_lfd_nr=3&p_news=&p_sprachkz=D&p_uid=statsecu2007&p_aid=2072984&p_th_id=66342&hlp_nr=2&p_janein=J

³⁴ STATEC : « Le Luxembourg 1960-2010 : L'évolution et la structure des dépenses publiques depuis le milieu des années 1990 », juin 2013.

publiques par habitant de l'équivalent de 4.472 EUR par habitant, soit 248 EUR l'an par personne. Afin de renouer avec des finances publiques durables et équitables d'un point de vue intergénérationnel, ne serait-ce un objectif tout à fait atteignable (ou *a contrario* un sacrifice très limité) tout en maintenant un niveau de dépense structurellement plus élevé qu'en moyenne européenne ?

3.9.3. Optimisation des investissements publics

Le niveau des investissements publics au Luxembourg représente actuellement environ 4% du PIB, ce qui est conforme au niveau recommandé par l'OCDE. Comme ces infrastructures représentent un important moteur de productivité et que tant le chiffre de la population que le nombre de frontaliers sont appelés à augmenter, réduire le niveau des investissements ne semble pas opportun. Toutefois, la productivité du capital de ces investissements ne pourrait-elle pas être améliorée par de meilleures pratiques de dépenses, tout en maintenant le ratio d'investissement actuel par rapport au PIB, afin de mieux adapter nos infrastructures aux besoins de la société ?

3.9.4. Sécurisation des recettes

En matière de recettes, un certain nombre de risques doivent être pris en compte. La disparition graduelle, à partir de 2015, de la majeure partie de la TVA perçue sur le commerce électronique (qui représente actuellement presque 2% du PIB) créera une importante pression budgétaire additionnelle. De plus, certaines composantes des recettes publiques actuelles - telles celles émanant du secteur bancaire et la TVA et les droits d'accises perçus sur les carburants, l'alcool et le tabac - pourraient être menacées à l'avenir. La question consiste à savoir dans quels domaines des rentrées supplémentaires pourraient être générées pour que la progression des recettes puisse être alignée sur celle des dépenses et compenser toutes les pertes potentielles et sources de rentrées menacées ?

3.9.5. Prudence et prévisibilité des décisions en matière d'imposition

A l'heure actuelle, 40% de la population du Luxembourg n'acquiesce aucun impôt direct, tandis que 2,5% des ménages paient 37% de l'impôt sur le revenu³⁵ et 15% de cette population paient quelque 75% des impôts dus par les personnes physiques. Les décisions futures en matière de taxation devraient tenir compte de ce constat. Qui plus est, une augmentation de l'imposition des personnes physiques pourrait induire une spirale baissière de diminution du pouvoir d'achat et donc de la demande interne, ce qui rendrait par ailleurs le Grand-Duché moins attractif pour de nouveaux talents. En conséquence, l'alourdissement des impôts sur le revenu des personnes physiques devrait être maintenu à un minimum.

De même, l'augmentation de l'impôt des sociétés risquerait d'entraîner une dégradation de l'environnement compétitif de nos entreprises, ce qui pourrait conduire à un essoufflement de la croissance et à une perte nette d'emplois. Pour ces raisons, les marges de manœuvre en matière d'augmentations de l'impôt des sociétés paraissent, elles aussi, fortement limitées.

Et qu'en est-il des autres taxes ? Les taxes actuellement perçues sur les propriétés foncières bâties et non bâties sont-elles adéquates et encouragent-elles l'utilisation efficace des biens ? Ne serait-il pas possible de taxer les services ou les transferts de la sécurité sociale, afin de renforcer leur caractère sélectif ? Et pourquoi ne pas adopter, de concert avec nos partenaires économiques majeurs, une taxation des externalités, qui favoriserait de surcroît la transition vers une économie plus verte, tout en réduisant parallèlement la charge fiscale grevant le travail et les revenus ?

³⁵ Le Quotidien ; Interview G. Roth : « Nos impôts sont perçus comme justes », 19 décembre 2011.

Il n'est jamais facile de prendre des décisions sur l'opportunité d'accroître les taxes et impôts, pas plus que de déterminer les domaines concernés. Il est clair que le cadre fiscal global de notre pays doit demeurer concurrentiel. L'accroissement des taxes et impôts ne doit donc pas constituer le principal outil pour résoudre le défi financier auquel le Luxembourg est confronté. Trouver un moyen d'augmenter les recettes publiques semble toutefois inévitable, si nous voulons compenser la perte de rentrées et l'augmentation des coûts.

3.9.6. Création d'un fonds souverain pour les jours moins fastes

Pour finir, plusieurs pays d'Europe et du Moyen-Orient (Norvège, Qatar, etc.) ont recours à des fonds souverains pour créer une réserve financière en prévision d'événements futurs inattendus. Ne serait-il pas possible de créer un fonds similaire pour le Luxembourg, afin de stabiliser le flux des recettes et de préserver une part des richesses actuelles pour les futures générations. Une partie de cet argent pourrait servir à investir dans des efforts de diversification au niveau sectoriel et pour améliorer la productivité et stimuler l'économie verte.

Trouver des réponses aux défis futurs d'un pays représente une perspective motivante, que nous devrions saisir à bras-le-corps. Les futures générations méritent de profiter de tous les efforts que nous avons consentis et, même si le climat financier actuel demeure préoccupant, il existe indubitablement de nombreux moyens grâce auxquels nous pouvons veiller au maintien de la prospérité du Luxembourg, en nous montrant intelligents et créatifs au niveau de notre réflexion, et en collaborant pour atteindre nos objectifs communs.

3.9.7. Les attitudes face au changement

Les éléments de la partie « objectifs et aspirations » présentés ci-dessus révèlent une vision d'un Luxembourg 2030 doté d'un modèle socio-économique équilibré et pérenne. Les défis ont clairement démontré que le mode de fonctionnement de nos institutions, le comportement des ménages et notre modèle de croissance ne sont pas soutenables à long terme. Des réformes courageuses sont par conséquent nécessaires afin de garantir un futur soutenable pour les générations à venir. Étant une initiative qui thématise le long terme, le projet «2030.lu - Ambition pour le futur» cherche avant tout des solutions et pistes de réflexions qui permettent d'atteindre ce futur soutenable.

Mais parce que les réformes sont d'autant plus acceptées qu'elles répondent aux attentes de la population, l'initiative a mené un premier sondage l'année passée auprès de la population résidente et frontalière afin de savoir quels sujets les préoccupaient le plus. Le logement, la compétitivité et l'éducation étaient parmi les thèmes qui polarisaient le plus. En outre, ce sondage révélait que les citoyens sont bien conscients des défis auxquels le Luxembourg est confronté.

En juin 2013 l'initiative a commandité un deuxième sondage qui a porté sur la nécessité, ou non, de conduire des réformes afin de faire face aux défis identifiés du pays. Le résultat est écrasant : **Pour non moins de 94,8% des interrogés, des changements s'imposent afin de préserver la qualité de vie et de préparer le pays face aux défis actuels.** La seule question qui polarise, c'est l'horizon temporel. En effet, 47,4% des sondés estiment que des changements seront nécessaires à terme et pour 47,4% des interrogés, des changements s'imposent très rapidement.

Ce plébiscite en faveur du changement devrait interpeller les responsables politiques et socio-économiques et souligne, par ailleurs, la légitimité d'une initiative de participation

citoyenne telle que 2030.lu. Il s'agirait de réagir maintenant pour relever les défis d'aujourd'hui et de pro-agir afin de mitiger les défis de demain. Des thèmes tels que l'éducation, le logement ou la gestion des finances publiques sont à la fois jugés importants dans une perspective d'enjeux d'avenir et des vecteurs pour lesquels des changements les plus profonds s'imposent. De plus, les Luxembourgeois sont souvent plus revendicatifs que les résidents étrangers, notamment dans les domaines de l'économie et des finances publiques.

De plus, il a été demandé aux sondés ce que leur inspirait les maints appels au changement lancés par des initiatives comme 2030.lu. Les discussions afférentes sont considérées comme nécessaires, plutôt intéressantes, opportunes et positives mais pas forcément très rassurantes.

Une question centrale de ce sondage a été de demander si le maintien de la qualité de vie au Luxembourg pourra se faire sans sacrifices. De nouveau le résultat est assez frappant avec **78% des sondés** qui estiment que **le maintien de la qualité de vie ne pourra se faire sans sacrifices**.

D'où notre conclusion : Oui, le Luxembourg est prêt au changement! La société est prête à aller de l'avant et à entamer les changements qui s'imposent.

Dans l'annexe, vous pouvez consulter le sondage dans son intégralité.

Annexe - Les attitudes face au changement : le Luxembourg est prêt !

1. Contexte

Pour faire suite au sondage préparatoire³⁶ commandité en 2012 par la Chambre de Commerce, et qui a, entre autres, permis à « 2030.lu - Ambition pour le futur » de mettre en exergue les principaux défis auxquels est confronté le Luxembourg, l'initiative 2030.lu a mandaté, en juin 2013, un deuxième sondage ; cette fois-ci axé sur le besoin de changement présumé, l'évaluation de l'ampleur du changement nécessaire aux yeux du grand public, les sentiments induits de par les appels au changement, la question quant aux sacrifices éventuels à consentir pour l'induire et, *in fine*, la perception des responsables politiques face aux défis et aux changements.

Alors que le sondage mené en amont du lancement de la campagne 2030.lu a non seulement permis de souligner que la population était fortement interpellée par des défis d'avenir tels que le logement, l'économie, la cohésion sociale ou encore l'éducation (voir partie 2), mais qu'elle était par ailleurs très majoritairement de l'avis que le Luxembourg était bel et bien confronté à une crise, ce deuxième sondage permet d'élucider la question de savoir si, afin de trouver des réponses appropriées aux défis mis en lumière, la société est prête à accepter des changements et des réformes, d'une part, et si, dans l'affirmative, elle est sensibilisée quant aux coûts (« sacrifices ») éventuellement induits par ces réformes.

2. Méthodologie

Le sondage a été réalisé par voie électronique par la société Quest entre le 19 et le 26 juin 2013. L'échantillon représentatif de la population se compose de 500 résidents luxembourgeois. Pour des raisons budgétaires, ce deuxième sondage n'a pas pu être étendu aux travailleurs frontaliers. Les intervalles de confiance (voir tableau ci-après) induisent une fiabilité qui semble largement suffisante pour générer des grandes tendances statistiques pertinentes et représentatives.

Tableau 1 : Intervalles de confiance en fonction de l'échantillon et de l'ambivalence des réponses (sondage)

Echant.	Réponse en %									
	5 or 95	10 or 90	15 or 85	20 or 80	25 or 75	30 or 70	35 or 65	40 or 60	45 or 55	50 or 50
50	6,2	8,5	10,1	11,4	12,3	13	13,5	13,9	14,1	14,2
75	5	6,9	8,2	9,2	10	10,5	11	11,3	11,4	11,5
100	4,4	6	7,1	8	8,7	9,2	9,5	9,8	9,9	10
125	3,9	5,4	6,4	7,2	7,7	8,2	8,5	8,8	8,9	8,9
150	3,6	4,9	5,9	6,6	7,1	7,5	7,8	8	8,1	8,2
200	3,1	4,3	5,1	5,7	6,1	6,5	6,8	7	7	7,1
250	2,7	3,8	4,5	5	5,5	5,8	6	6,2	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,1	4,6	5	5,3	5,5	5,7	5,8	5,8
400	2,2	3	3,6	4	4,3	4,6	4,8	4,9	5	5
500	2	2,7	3,2	3,6	3,9	4,1	4,3	4,4	4,5	4,5

Source : Quest market research - "2030.lu- Ambition pour le futur" - juin 2013

³⁶ Voir notamment le chapitre 2 de la présente publication (diagnostic).

3. Besoin de changement présumé

La première question traitait du besoin de changement présumé : « **Pensez-vous que le Luxembourg ait besoin de changements afin de préserver la qualité de vie et de préparer le pays face aux défis actuels et à venir ?** ».

Graphique 17 : Besoin de changement présumé - aperçu général



Source : Quest market research – « 2030.lu- Ambition pour le futur » - juin 2013

Le graphique ci-avant fait ressortir des résultats largement consensuels pour ce qui est de la nécessité du changement : pour non moins de 94,8% des interrogés, des changements s'imposent soit « très rapidement » (47,4%), soit « à terme » (47,4%). Seule une personne sur vingt (5,2%) estime que « non, il n'y a pas de vrais changements qui s'imposent ». Ce plébiscite en faveur du changement devrait interpeller les responsables politiques et souligne, par ailleurs, la légitimité d'une initiative de participation citoyenne telle que 2030.lu qui, face aux défis d'avenir du pays, souhaite, en toute transparence et de manière participative, développer et mettre au point des idées et des pistes permettant de les relever.

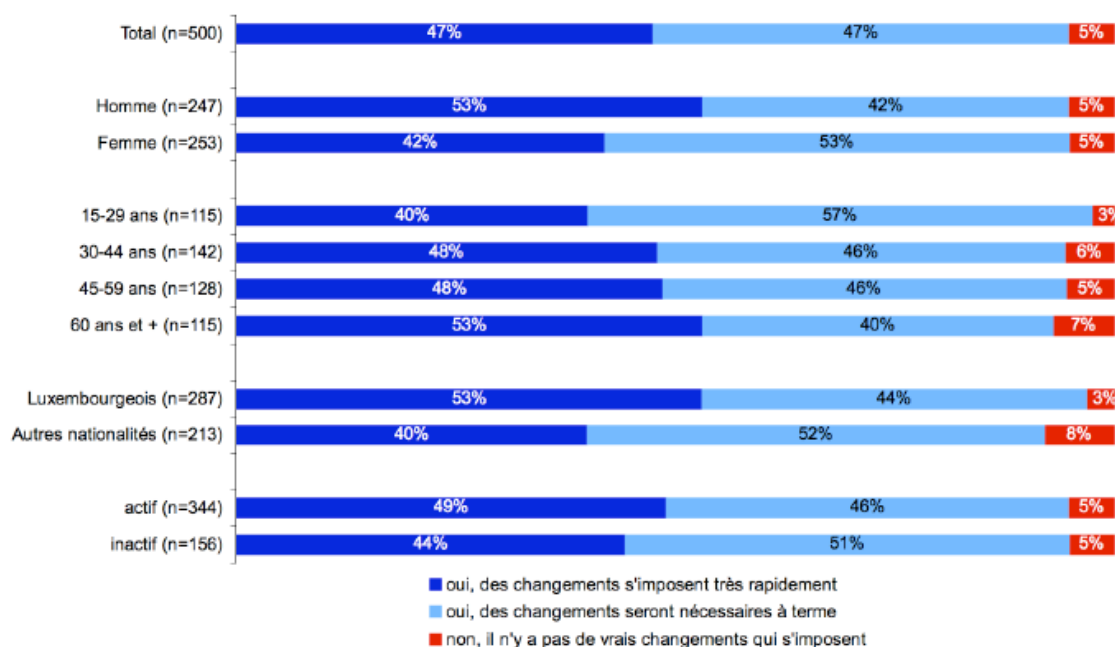
Alors que le principal message semble très clair (« oui, le changement est nécessaire »), le départage des réponses entre un « camp urgentiste », qui revendique des changements « très rapidement », et un échantillon d'importance égale estimant que les changements soient nécessaires « à terme » fait ressortir une certaine polarisation vis-à-vis de l'urgence d'induire le changement. La nécessité du changement, en tant que telle, n'est toutefois pas remise en question.

Le tableau ci-après propose une ventilation des résultats agrégés selon différents critères. Il apparaît que l'urgence du changement est plus perceptible parmi les résidents de nationalité luxembourgeoise (53% d'entre eux revendiquant des changements « très rapidement ») qu'au sein de la population résidente étrangère (40%). Seuls 3% des Luxembourgeois estiment qu'aucun changement ne s'impose, contre 8% des étrangers.

Ces résultats partiels corroborent une tendance déjà ressortie du premier sondage, mené en amont du lancement de l'initiative 2030.lu : 77% des Luxembourgeois avaient à cette occasion estimé que le Luxembourg était en crise, contre 55% seulement des résidents étrangers et 54% des frontaliers. Ainsi, il semble y avoir une corrélation positive entre l'appréciation de la « température ambiante économique » et la nécessité quant au

changement. Autre similitude entre les deux sondages : plus l'âge du répondant augmente, plus la sensibilité vis-à-vis de la perception d'une crise et d'une certaine urgence d'agir est importante.

Tableau 2 : Besoin de changement présumé - résultats désagregés



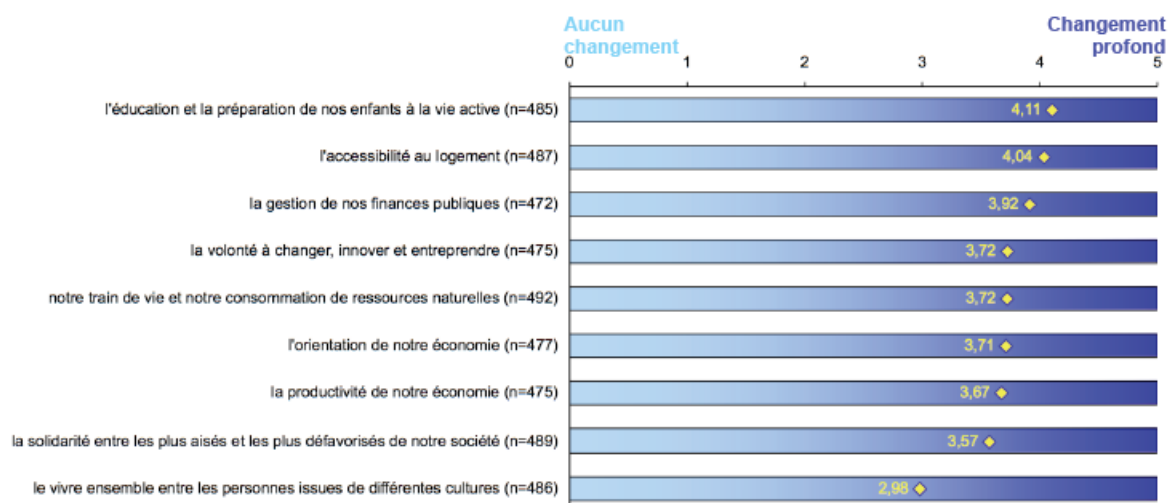
Source : Quest market research – « 2030.lu- Ambition pour le futur » - juin 2013

4. Ampleur du changement dans différentes politiques sectorielles

La question commentée *supra* se caractérisant de par sa nature générale (niveau « macro »), le deuxième thème couvert par le sondage était relatif à l'ampleur du changement nécessaire dans différents domaines (niveau « micro »)³⁷. Le tableau ci-après résume les principaux enseignements à cet égard. L'ampleur du changement est représentée sur une échelle de 0 (aucun changement) à 5 (changement profond).

³⁷ La question posée est la suivante : « Veuillez indiquer quelle est, selon vous, l'ampleur du changement nécessaire dans les domaines suivants ? ».

Tableau 3 : Ampleur du changement dans différents domaines - aperçu général



Source : Quest market research – « 2030.lu- Ambition pour le futur » - juin 2013

D'après Quest, les répondants « (...) *projetten* une profondeur relativement prononcée des changements dans la majorité des domaines proposés. La dimension du vivre ensemble des différentes cultures est en retrait par rapport à l'ampleur du changement revendiqué ».

Le thème de **l'éducation** et de la préparation des enfants à la vie active (professionnelle et en tant que citoyen) arrive en tête du classement, suivi de l'accessibilité au **logement** et de la gestion des **finances publiques**.

Là aussi, force est de constater que le sondage préparatoire et l'enquête commentée dans ces lignes se recoupent face aux domaines jugés prioritaires. Le tableau ci-dessous propose, dans la colonne de gauche et par ordre de priorité décroissant, les « points très importants pour l'évolution du Luxembourg » tels que le sondage préparatoire les a fait ressortir ; la colonne de droite rappelant le classement de l'ampleur du changement nécessaire dans différents domaines.

Bien que les thèmes abordés par les deux études ne concordent pas entièrement, il apparaît néanmoins que des thèmes tels que l'éducation et le logement sont des domaines qui sont à la fois jugés prioritaires dans une perspective d'avenir et, en même temps, des enjeux pour lesquels les changements les plus profonds s'imposent. Les thèmes à consonance économique (productivité, diversification) sont perçus comme étant des défis d'avenir majeurs, mais l'envergure du changement nécessaire semble quelque peu en retrait.

Tableau 4 : Juxtaposition des priorités d'avenir et des domaines appelant des changements profonds

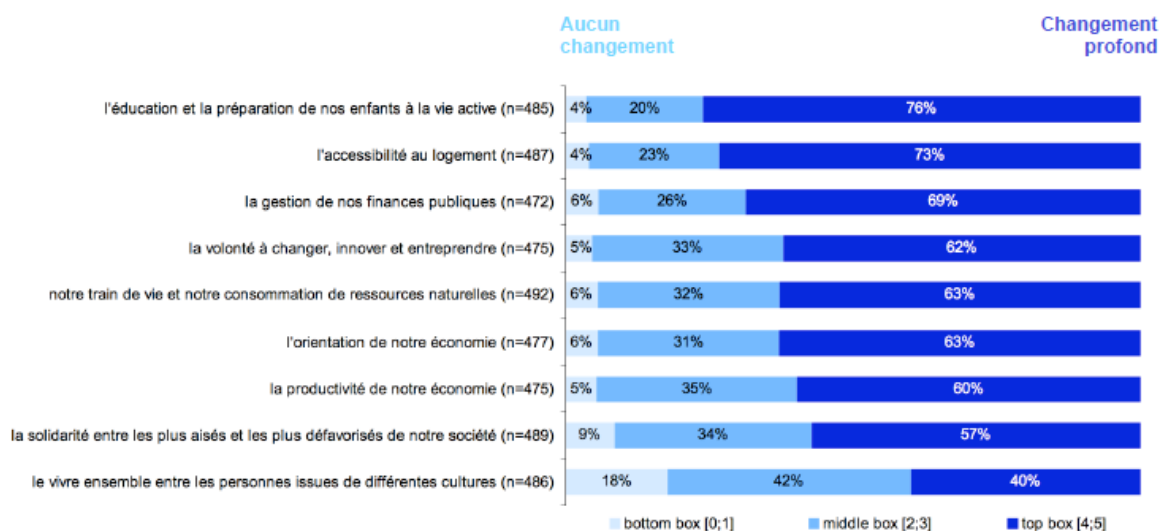
Défis d'avenir : Sondage préparatoire TNS-Ilres	Domaines à changement : Sondage Quest
Logements à des prix abordables	Education / préparation à la vie active
Productivité de l'économie	Accessibilité au logement
Cohésion sociale	Gestion des finances publiques
Modernisation de l'enseignement	Changer, innover, entreprendre
Diversification de l'économie	Train de vie, ressources naturelles
Vivre ensemble	Orientation de l'économie
Réforme du système des retraites	Productivité de l'économie
Développement de l'esprit d'entreprise	Solidarité (cohésion sociale)
Transition vers une économie verte	Vivre ensemble

Sources : TNS ILres & Quest

Il ressort également des résultats que l'avenir du Luxembourg et les changements concernent bien les trois dimensions du développement durable, à savoir l'économie, le social et l'environnement.

Une autre façon de présenter les résultats à la question du changement préconisé dans différents domaines est donnée par le tableau suivant :

Tableau 5 : Ampleur du changement dans différents domaines - résultats désagrégés



Source : Quest market research – « 2030.lu- Ambition pour le futur » - juin 2013

La profondeur du changement préconisé étant exprimé sur une échelle de 0 à 5, les auteurs du sondage ont regroupé les réponses dans trois grandes catégories : le bas d'échelle (« bottom box ») (profondeur revendiquée entre 0 et 1 ; donc pas ou très peu de changement), le milieu de tableau (« middle box » ; 2 à 3 sur « l'échelle du changement nécessaire » allant de 0 à 5) et le haut du tableau (« top box » ; 4 à 5, donc changement profond voire très profond à prévoir).

- Pour ce qui est de **l'éducation**, près de 4 personnes sur 5 (76%) sont repris dans le « top box », revendiquant de la sorte un changement profond. Les Luxembourgeois sont surreprésentés dans le « top box » (82%) par rapport aux étrangers (68%). Seuls 2% des Luxembourgeois se rangent parmi le « bottom box », estimant de la

sorte qu'aucun changement ne soit nécessaire dans le domaine de l'éducation (voire qu'un changement très peu prononcé soit nécessaire). La tranche d'âge des 45-59 ans est surreprésentée dans le « top box » (82%), contre 73% « seulement » des 15-29 ans.

- Dans le domaine du **logement**, 73% des interrogés se rangent dans le « top box ». Les résultats partiels (par tranche d'âge, par nationalité) sont très homogènes ; soulignant de la sorte la nature transversale de la perception du défi du logement au Grand-Duché du Luxembourg.
- En matière de **gestion des finances publiques**, 74% des Luxembourgeois se rangent dans le « top-box », contre 62% des étrangers (score total pour le « top box » : 69%). La corrélation avec l'âge est significative : seuls 53% des 15-29 ans estiment qu'un changement profond soit nécessaire (« top box »), 40% d'entre eux rangeant dans le « middle box » (« un certain changement est nécessaire »), contre 73% des 30-44 ans et même 78% des 60 ans et plus revendiquant un changement profond.
- Concernant la **volonté à changer, innover et entreprendre**, force est de constater que, là-aussi, les jeunes (15-29 ans) sont moins susceptibles de se ranger dans le « top box » (51%) que les tranches d'âge supérieures (entre 62% et 67%). Nonobstant ce constat, seuls 3% des jeunes sont dans le « bottom box », ce qui souligne, qu'à leurs yeux, un certain changement est néanmoins requis dans le domaine concerné.
- En ce qui concerne le **train de vie et la consommation de ressources**, ce sont notamment les tranches d'âges « intermédiaires » (69% des 30-44 ans et 65% des 45-59 ans) qui revendiquent les changements les plus profonds. Il n'y a pas de différence perceptible, à cet égard, entre les Luxembourgeois et les ressortissants étrangers.
- Pour ce qui est de **l'orientation de notre économie**, environ 2 personnes sur 3 (63%) sont d'avis qu'un changement profond est nécessaire. Il est intéressant de noter à cet égard que la profondeur du changement dans ce domaine est corrélée positivement à l'âge : seuls 45% des 15-29 ans sont dans le « top box », contre 61% des 30-44 ans et 71% des 45-59 ans. Les Luxembourgeois sont légèrement surreprésentés dans la « top box » (64%) en comparaison aux étrangers (61%).
- En matière de **productivité de l'économie**, 60% des interrogés revendiquent un changement profond, 35% estiment que l'ajustement doit être modéré et seuls 5% énoncent qu'aucun changement ne soit nécessaire. La corrélation avec l'âge est importante, le score atteint par le « top box » atteignant entre 44% et 69% selon la tranche d'âge considérée. Il est par ailleurs intéressant de relever que les deux tiers des Luxembourgeois (67% en l'occurrence) se rangent dans le « top box », contre seulement la moitié (50%) des étrangers. Le profil de ces résultats est similaire à celui commenté ci-dessus dans le domaine de la gestion des finances publiques.
- Pour ce qui est de la **solidarité**, pour 91% des interrogés il faudra déployer soit un changement d'envergure moyenne (34%), soit un changement profond (57%). Les Luxembourgeois se caractérisent par une surreprésentation dans le « top box » (60% ; contre 54% des étrangers), les étrangers, quant à eux, étant davantage susceptibles de revendiquer un changement d'envergure moyenne (37% contre 32% des Luxembourgeois). Pour 69% des inactifs (toutes nationalités et tranches d'âge

confondues), l'ampleur du changement doit être importante, contre un score n'atteignant que 52% dans le chef des actifs.

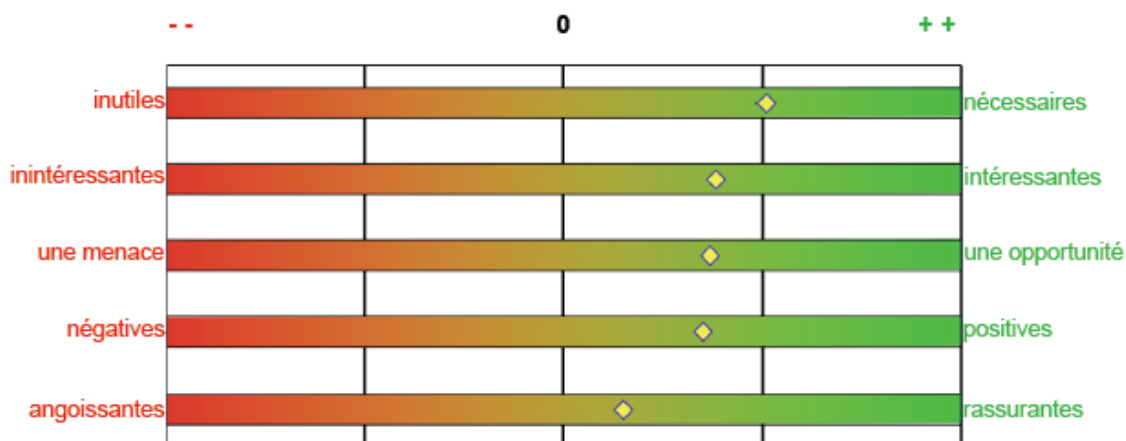
- *In fine*, la dimension du **vivre ensemble** fait apparaître un certain décalage par rapport aux autres dimensions analysées. Ce propos est néanmoins à relativiser quelque peu dans la mesure où, même si la profondeur du changement paraît moins prononcée que pour les autres dimensions, seuls 18% des interrogés se rangent dans le « bottom box » et revendiquent donc la persévérance dans le statu quo. 42% lancent l'appel du changement modéré et 40% revendiquent un changement profond. Les résultats sont très robustes ; une analyse des résultats partiels (par tranche d'âge, par nationalité, etc.) ne faisant apparaître d'importants écarts.

Il peut être conclu de manière générale que pour l'ensemble des dimensions explorées, des changements s'imposent, qu'ils soient profonds (62% en moyenne sur les 9 dimensions) ou d'envergure moyenne (31%). Le statu quo et l'absence de changement « n'a pas la cote » aux yeux de répondants, le « bottom box » n'engrangeant, en moyenne, que 7% sur toutes les dimensions confondues.

5. Sentiments induits par les revendications au changement

La troisième question du sondage avait pour objectif de « prendre la tension » de la population face aux sentiments induits par les maints appels au changement : « **Plusieurs initiatives ont récemment été lancées pour débattre sur l'avenir du pays. Les discussions autour de la nécessité du changement vous semblent-elles...** ». L'évaluation des répondants s'articule, cette fois-ci, sur une échelle allant de - - (sentiment très négatif) à + + (sentiment très positif). Le prochain tableau propose un aperçu général des résultats.

Graphique 18 : Sentiment à l'égard de la nécessité du changement



Source : Quest market research – « 2030.lu- Ambition pour le futur » - juin 2013

A la lecture du graphique en question, les discussions autour de l'avenir du pays, menées notamment par diverses initiatives privées telles que 2030.lu, sont résolument nécessaires, plutôt intéressantes, tout comme elles sont opportunes et positives mais pas forcément très rassurantes. Ce dernier résultat semble guère étonnant, étant donné l'ampleur du changement préconisé par les répondants (voir ci-avant).

A l'instar du classement « top box », « middle box » et « bottom box » présenté *supra*, Quest a regroupé les résultats à la question du sentiment vis-à-vis du changement en un « positive box », un « middle box » et un « negative box ».

- Pour ce qui est du « **positive box** » (appréhension positive), 72% des répondants sont d'avis que les discussions autour de la nécessité du changement sont nécessaires. Pour 61%, elles sont intéressantes. Elles constituent une opportunité pour 63% des répondants, soit quasiment deux personnes sur trois. Les discussions afférentes sont positives pour 58% des interrogées, mais elles sont rassurantes que pour 40% des interrogés.
- De l'autre côté, au sein du « **negative box** », pour 10% des interrogés les discussions autour de l'avenir sont inutiles et inintéressantes, elles constituent une menace pour 13% des interrogés, sont négatives pour 12% des répondants et sont considérées comme étant angoissantes pour 1 personnes sur 5 (20%).

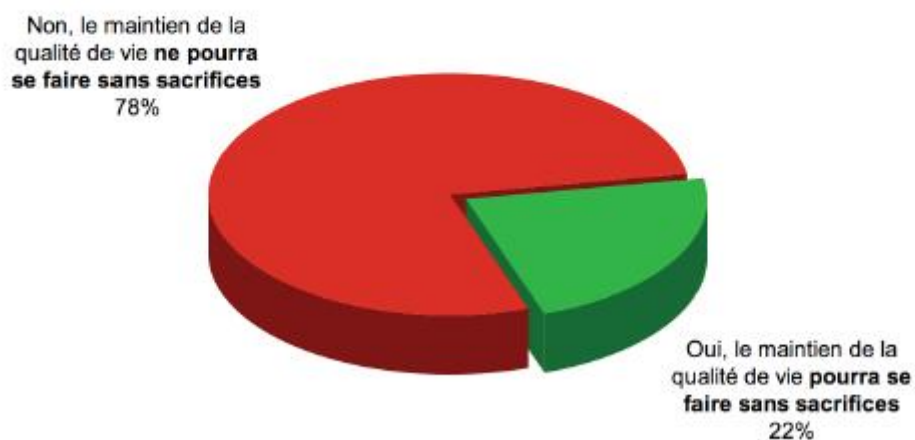
Si l'analyse est décomposée dans les différentes tranches d'âge et en distinguant entre les Luxembourgeois et les étrangers, les quelques tendances lourdes suivantes peuvent être retenues :

- Quant à la **nécessité** de discuter de l'avenir du pays, il n'y aucune différence notable selon les différents profils des répondants ; si ce n'est la légère surreprésentation des 30-44 ans qui estiment à hauteur de 67% qu'une telle discussion soit nécessaire (contre 61% dans l'échantillon total). Seuls 10% des interrogés estiment au contraire que cette discussion soit **inutile** (entre 8% et 11% dans les différents tranches d'âges ; résultats donc très robustes).
- Pour seulement 54% des 15-29 ans, les discussions autour de la nécessité du changement sont **intéressantes**, ce score atteignant entre 61% et 69% pour les autres tranches d'âge. Seule une personne sur 10 dans les tranches d'âges de 15 à 29 ans (entre 9% et 11%) estime que le fait de débattre de l'avenir du pays soit **inintéressant** ; score qui s'amplifie toutefois parmi les seniors (60 ans et plus), dont une personne sur quatre (23%) déclare que ces discussions soient inintéressantes. Il pourrait éventuellement être présumé que les seniors sont moins susceptibles de se projeter à l'horizon 2030, ce qui pourrait contribuer à élucider ce constat.
- 48% des 30-44 ans estiment que les discussions autour de la nécessité du changement soient une **opportunité** (« top box »), contre seulement 30% des 15-29 ans ou 39% des 30-44 ans. Pour ce qui est de ces deux tranches d'âges (15-29 ans et 30-44), la plupart des réponses figurent dans le « middle box », avec des scores afférents atteignant respectivement 50% (15-29 ans) et 41% (30-44 ans). Pour 25% des seniors, les discussions sont au contraire **menaçantes**, un score qui est moins prononcé dans les autres tranches d'âge (entre 15% et 21%). La menace perçue par les seniors pourrait être expliquée par le fait que cette tranche d'âge, dont il peut être supposé qu'elle dépende dans une grande mesure de transferts sociaux (pensions, etc.) a non seulement « beaucoup à perdre », mais pourra « rebondir » ou se réorienter que très difficilement en comparaison avec les actifs.

6. Changements et sacrifices

L'avant-dernière question du sondage avait trait aux sacrifices éventuels à apporter afin de maintenir la qualité de vie future au Luxembourg : « **Pensez-vous que le maintien de la qualité de vie au Luxembourg pourra se faire sans sacrifices ?** ». Comme il ressort du graphique ci-après, il semble y avoir un large consensus que le maintien de la qualité de vie ne pourra pas se faire sans sacrifices.

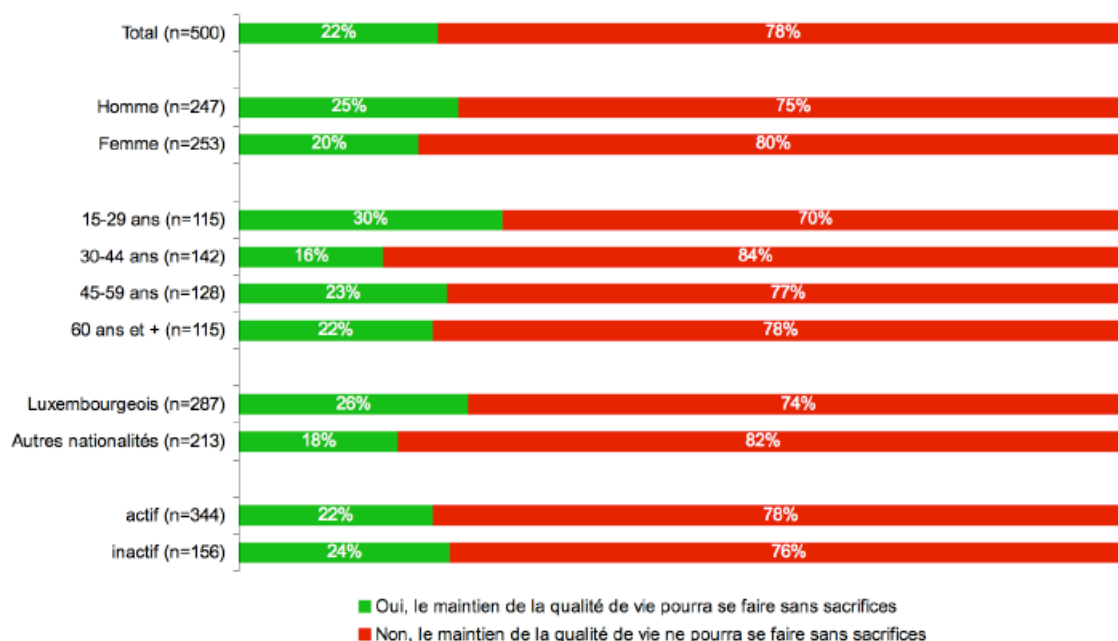
Graphique 19 : Changements et sacrifices - aperçu général



Source : Quest market research – « 2030.lu- Ambition pour le futur » - juin 2013

Le tableau ci-après propose une ventilation plus détaillée du résultat agrégé.

Tableau 6 : Changements et sacrifices - résultats désagrégés



Source : Quest market research – « 2030.lu- Ambition pour le futur » - juin 2013

Moins d'une personne sur quatre estime que la qualité de vie future pourra être maintenue sans apporter quelconque tribut aujourd'hui. Ainsi, il peut être conclu que :

- non seulement la population est largement sensibilisée face à l'existence d'un certain nombre d'enjeux et de défis d'avenir³⁸ ;

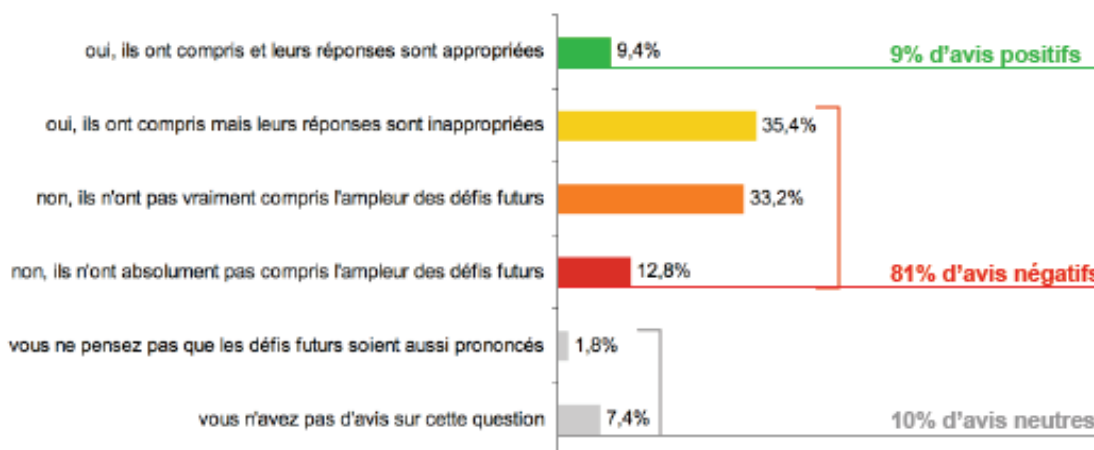
³⁸ Cf. sondage préalable au lancement de l'initiative commenté dans le chapitre introductif.

- mais qu'en même temps elle estime très majoritairement (à hauteur de 94,8%) que le Luxembourg ait besoin de changements afin de préserver la qualité de vie et de préparer le pays face aux défis actuels et à venir ;
- tout en estimant que le maintien de cette qualité de vie ne pourra se faire sans sacrifices et que, par corollaire, ce « changement » et les réformes qui en découlent entraînent un certain prix à payer dès aujourd'hui.

7. Perception des responsables politiques face aux futurs défis

La dernière question explorée par le sondage avait trait à la perception des responsables politiques face aux futurs défis : « **Selon vous, les responsables politiques ont-ils compris l'ampleur des défis actuels et à venir pour le Luxembourg ?** ».

Graphique 20 : Perception des responsables politiques face aux futurs défis - vue globale



Source : Quest market research – « 2030.lu- Ambition pour le futur » - juin 2013

Le graphique ci-avant, proposé par l'entreprise Quest, souligne que moins d'une personne sur dix estime que les responsables politiques aient, à la fois, saisi les enjeux et que, parallèlement, les réponses apportées sont appropriées. Pour un bon tiers (35,4%) des interrogés, la politique a certes compris les enjeux, mais les réponses sont inappropriées. Pour 33,2%, la politique n'a pas « compris l'ampleur des défis futurs » alors qu'environ 1 personne sur 7 (12,8%) va jusqu'à exprimer un mécontentement profond (« non, ils n'ont absolument pas compris l'ampleur des défis futurs »).

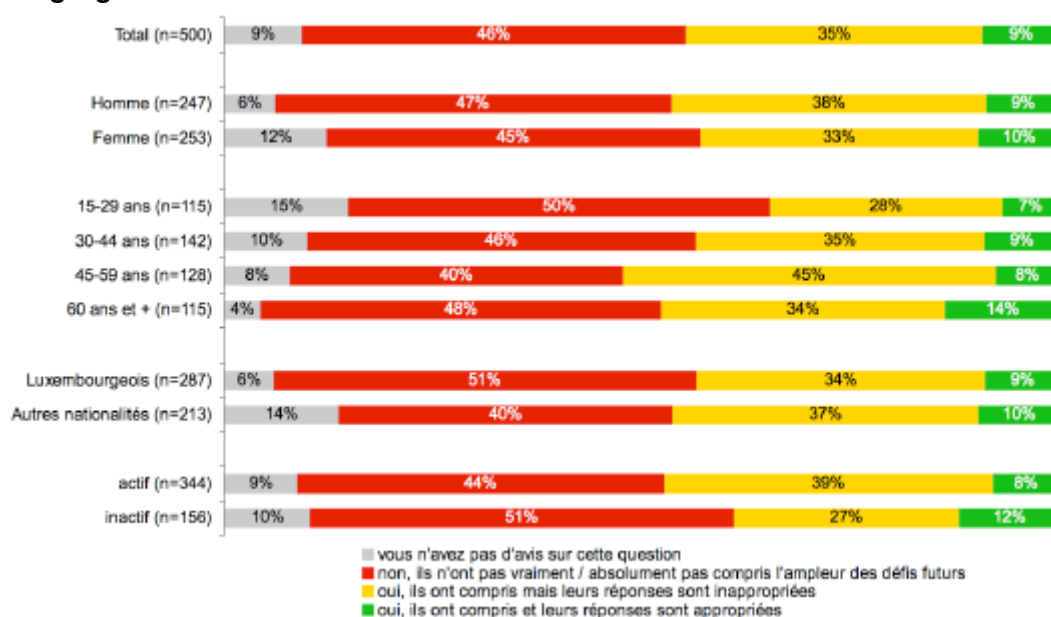
L'équipe 2030.lu ne partage pas nécessairement la conclusion de Quest qui avance qu'il n'y a que 9% d' « avis positifs » (« ils ont compris et les réponses sont appropriées »). Ainsi, si l'on tente d'analyser les résultats en fonction de l'appréciation des répondants eu égard à la compréhension des enjeux par les responsables politiques (indépendamment de la nature appropriée ou non des réponses apportées), il s'avère que pour $9,4\% + 35,4\% = 44,8\%$ de la population, les responsables politiques ont très bien appréhendé l'envergure des défis et problèmes.

Ce taux est quasiment aussi élevé que celui des avis très négatifs (« non, ils n'ont pas compris les défis » et « non, ils n'ont absolument pas compris les défis ») : $33,2\% + 12,8\% = 46\%$.

Il convient donc de conclure, qu'outre les résultats mis en exergue par le graphique ci-avant, la population est partagée quant à la question de savoir si, oui ou non, les responsables politiques ont saisi l'ampleur des défis. Quoi qu'il en soit, les idées et pistes de réflexion proposées par « 2030.lu - Ambition pour le futur » (voir document annexé) doivent être considérées comme une « boîte à outils » permettant non seulement de contribuer à sensibiliser la population et les responsables politiques vis-à-vis des défis d'avenir, mais qui permette par ailleurs d'avancer des pistes de solution concrètes afin de s'atteler à la résolution des chantiers d'avenir.

Pour finir, le dernier tableau, reproduit ci-après, donne un aperçu plus détaillé quant aux perceptions désagregées.

Tableau 7 : Perception des responsables politiques face aux futurs défis - résultats désagregés



Source : Quest market research – « 2030.lu- Ambition pour le futur » - juin 2013

8. Conclusions

En juin 2013, l'initiative « 2030.lu - Ambition pour le futur » a commandité un sondage portant sur la nécessité, ou non, de conduire des réformes, des changements, afin de faire face aux défis identifiés du pays. Le résultat est écrasant : Pour non moins de **94,8% des interrogés, des changements s'imposent afin de préserver la qualité de vie et de préparer le pays face aux défis actuels**. La seule question qui polarise, c'est l'horizon temporel. En effet, 47,4% des sondés estiment que des changements seront nécessaires à terme et pour 47,4% des interrogés, des changements s'imposent très rapidement.

Ce plébiscite en faveur du changement devrait interpeller les responsables politiques et socio-économiques et souligne, par ailleurs, la légitimité d'une initiative de participation citoyenne telle que 2030.lu. Il s'agirait de réagir maintenant pour relever les défis d'aujourd'hui et de pro-agir afin de mitiger les défis de demain. Des thèmes tels que l'éducation, le logement ou la gestion des finances publiques sont à la fois jugés importants dans une perspective d'enjeux d'avenir et des vecteurs pour lesquels des changements les plus profonds s'imposent. De plus, les Luxembourgeois sont souvent plus revendicatifs que les résidents étrangers, notamment dans les domaines de l'économie et des finances publiques.

Une question centrale de ce sondage a été de demander si le maintien de la qualité de vie au Luxembourg pourra se faire sans sacrifices. De nouveau le résultat est assez frappant avec **78% des sondés** qui estiment que **le maintien de la qualité de vie ne pourra se faire sans sacrifices**.

D'où notre conclusion : Oui, le Luxembourg est prêt au changement! La société est prête d'aller de l'avant et d'entamer les changements qui s'imposent. Ayons le courage d'œuvrer en faveur du changement !